

Profétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE : marxiste-léniniste

JEUDI 5 MAI 1977  
N° 442 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission Paritaire 56 942

APRÈS L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE DES  
SIDÉRURGISTES D'USINOR  
THIONVILLE

LA SEULE  
SOLUTION, C'EST  
L'OCCUPATION

Lire en p.6 l'article  
de notre bureau de presse  
de Lorraine

Éboueurs parisiens :

Le travail reprend  
ce matin

## Un premier succès contre Chirac

Au treizième jour de leur grève, les éboueurs parisiens ont décidé au cours de l'assemblée générale hier après-midi, de reprendre le travail. Ils obtiennent une augmentation globale de 90 F. Jusqu'hier encore, Chirac, par l'intermédiaire de son adjoint Tibéri, n'entendait concéder que 35 F en moyenne.

Les éboueurs peuvent légitimement tenir ce résultat pour un premier succès imposé au nouveau maire de Paris, même si les autres revendications - notamment la refonte de la grille indiciaire - restent à satisfaire.

L'intervention des soldats du contingent, obligés de faire le travail, se révélait à la longue tout-à-fait inefficace et dangereuse pour la sécurité des soldats. Chirac et la hiérarchie militaire portent la responsabilité de l'accident qui a coûté une main à un appelé au cours du manèuvre d'une benne mardi dernier.

En fait, ne comptant que sur leur unité dans la lutte et sur la sympathie active de la population, les éboueurs parisiens ont à la fois fait reculer Chirac et Barre.

Lire notre article en p.5

Conférence sur  
le nucléaire  
à Salzbourg

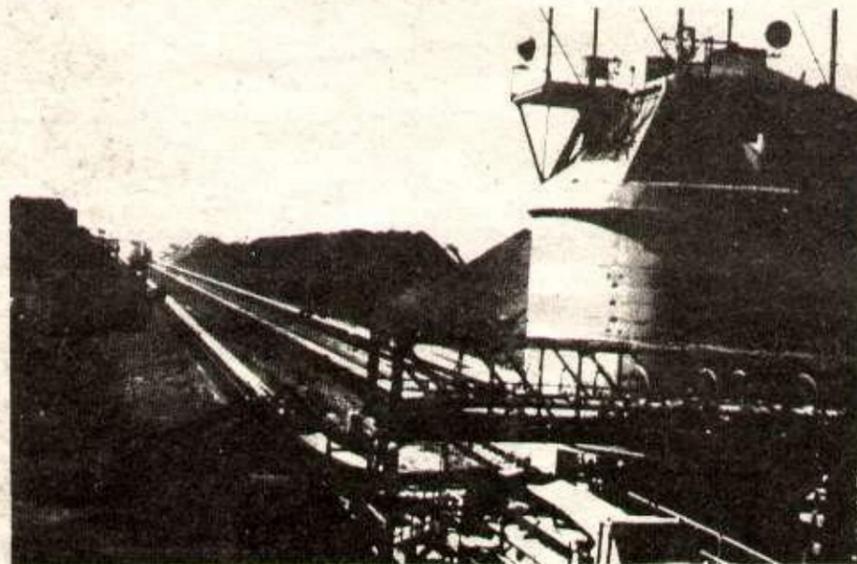
LES USA  
VEULENT  
MAINTENIR  
LEUR  
MONOPOLE

Voir p.7

SAHARA OCCIDENTAL

## LE GOUVERNEMENT GISCARDIEN S'INQUIÈTE

- Galley accourt en Mauritanie
- Guiringaud accuse l'Algérie



Les mines de fer de Zouérate, où triment les travailleurs mauritaniens, c'est de leur possession que s'inquiète Giscard.

### ● Grèves en Mauritanie contre l'occupant marocain

Parce que deux Français ont été tués à Zouérate, et que six autres ont disparu, le gouvernement français s'indigne et multiplie les menaces et manœuvres d'intimidation : Galley, le ministre de la Coopération, part en catastrophe pour Nouakchott, capitale de la Mauritanie, des Nord-Atlas français viennent du Sénégal à Zouérate pour évacuer les ressortissants français, on parle officiellement de renforcer la coopération militaire, on tente de présenter les combattants du Front Polisario comme des assassins.

Oubliant que depuis des mois, et malgré le silence qui a été fait sur leur lutte, les habitants du Sahara Occidental se battent pour leur indépendance, contre les troupes d'invasion mauritanienne et marocaine, équipées et armées par Giscard.

Oubliant également que depuis des mois ils ont adressé plusieurs aver-

tissements au pays étrangers, les mettant en garde contre l'envoi de ressortissants civils ou militaires dans une zone de combat.

Et voici que Guiringaud, plein de mépris pour la lutte du peuple sahraoui, accuse le gouvernement algérien d'être responsable de l'opération de Zouérate, de s'ingérer dans les affaires d'un pays voisin. Beaucoup plus que le sort de ses ressortissants, ce qui inquiète Giscard, c'est le sort des précieuses mines de fer dans lesquelles triment pour le compte de l'impérialisme français, les travailleurs mauritaniens et sahraouis, c'est le soutien qui s'affirme chaque jour davantage de la part du peuple mauritanien révoité par l'occupation des troupes marocaines, aux combattants du Front Polisario.

Lire notre article en p.8

TAXE  
PROFESSIONNELLE

Un nouveau  
guépier  
en perspective  
pour  
Monsieur  
Barre

Voir p. 4

Éthiopie  
MASSACRE  
DE 700  
ÉTUDIANTS

700 étudiants, qualifiés de «contre-révolutionnaires» par le conseil militaire provisoire (DERG) au pouvoir à Addis Abeba, ont été arrêtés, puis massacrés de sang-froid, sur ordre du chef du gouvernement Mengistu Haile Mariam, parce qu'ils avaient distribué des tracts hostiles au régime.

Mengistu se trouve actuellement à Moscou, pour négocier des achats d'armes avec Brejnev, avec lequel il entretient les meilleures relations.

Borel démissionné

«LE PROFIT EST  
UNE VERTU,  
LA PERTE UN VICE,  
ON DOIT COUPER  
LES BRANCHES  
MORTES»  
Jacques BOREL

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 7)

# SYNDICAT UNITAIRE CONTRE «PACTE SOCIAL»

-2-

Stéphane RAYNAL

Tandis qu'en Biscaye, en Catalogne et à Madrid, les «grises» (les forces d'intervention spéciales) et la garde civile dispersaient les manifestations et rassemblements interdits

par Suarez, le 1<sup>er</sup> mai 1977 en Espagne était marqué par la tenue du Congrès Constitutif du Syndicat Unitaire, dans la banlieue madrilène.

Nous avons vu hier, avec un des membres du Secrétariat National élu à ce Congrès, le vétéran des C.C.O.O. (Commissions ouvrières) Pedro Cristobal, par quel processus le «courant unitaire des Commissions ouvrières» en était venu (contre les manœuvres de division et de normalisation de Camacho et du PCE au sein des CCOO) à promouvoir une nouvelle

centrale syndicale en Espagne...

Ce congrès National, préparé par de multiples Assemblées de Travailleurs et des congrès provinciaux et régionaux (par nationalités), se tenait symboliquement le 1<sup>er</sup> mai, attestant aussi par ce geste politique de la démarche «unitaire et de classe» de cette confédération naissante !

C'est dans une salle bondée, dans une banlieue à l'écart de Madrid (où tout rassemblement était interdit par Suarez) que s'est tenu ce premier Congrès du Syndicat Unitaire.

Une foule ouvrière et populaire enjouée, satisfaite de l'événement politique de ce 1<sup>er</sup> mai, et de ce fait, du «bon tour» joué au gouvernement : «créer un syndicat de classe ce jour-là, n'est-ce pas encore plus dangereux pour la bourgeoisie que de manifester ?» disait une déléguée du Commerce de Getafe.

A la tribune, se trouvait le Comité d'Initiative National qui avait préparé cette réunion sur les indications des 2 250 délégués ouvriers de la Conférence syndicale d'Alcobendas du 6 mars dernier.

A leurs côtés, des chefs ouvriers issus des C.C.O.O. de la construction de Santander et Aranjuez, d'ITT Standard (Tolède), de Cortefield (textile) de Madrid. Parmi eux, un ancien commandant des partisans de Biscaye du temps de la guerre civile.

Les séances furent présidées successivement par un mineur de Navarre, Jesus San-Martin, puis par Luis Royo, ouvrier du Livre (de l'imprimerie du journal «ABC»).

L'ordre du jour devait être consacré d'abord à un rapport «sur la situation syndicale et notre alternative» (prononcé par le futur

Secrétaire général, José Miguel Ibarrola, mineur de potasse), puis «sur la situation économique et politique et notre programme» (par Manuel Molina, métallurgiste de la Data Dynamic de Madrid). Les statuts furent présentés par P. Cristobal de la «Promotora Estatal» (le Comité d'Initiative national).

Rondement mené, le Congrès se tint sur moins de neuf heures de temps, mais en respectant (et même encourageant) toute la démocratie nécessaire.

Jaillies le plus souvent directement de la pratique d'usines, les interventions des délégués tranchaient avec le ronron de trop nombreux congrès CGT ou CFDT et témoignaient du dynamisme de ce syndicalisme «unitaire et de classe».

Quelques délégués, dont c'était la première grande réunion syndicale dans des conditions nouvelles de liberté, ne s'en tenaient pas toujours à l'essentiel ou même au sujet. Mais ces quelques moments de confusion étaient sans doute le prix d'un important apprentissage collectif de la vie syndicale dans une organisation où «des manipulations et jeux de marionnettes du genre pratiqué par le PCE n'ont pas cours» et où les travailleurs ont pleinement la parole !

\* La Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières (CSOC) dirigée par Marcelino Camacho, du PCE

Les caractéristiques du Syndicat Unitaire (puisque tel est le sigle retenu en fin de compte) furent longuement débattues, soulignées par le rapport de José Miguel Ibarrola et les interventions de nombreux délégués. D'entrée, saluant la réunion, des délégations précisaient le sens de la constitution du Syndicat Unitaire : «Ce congrès est un acte de responsabilité ouvrière, la confirmation de la volonté (issue des Commissions Ouvrières) de construire un syndicat de classe» (délégation de Gallice), «c'est une première mais décisive étape dans la construction de l'unité syndicale, dans la lutte pour l'unité de la classe» (délégations de Logroño et Murcia). Un ouvrier d'ITT-Standard, de Tolède, devait souligner en ouvrant les débats du Congrès que celui-ci «représente l'aboutissement d'une lutte constante, et une première victoire, des conceptions prolétariennes contre le réformisme en matière syndicale» !

## UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE

Rappelant dans son rapport introductif les étapes de cette lutte (que nous retraçait hier l'interview de P. Cristobal) le mineur de Navarre J.M. Ibarrola traçait l'«alternative syndicale» : «Pour la liquidation des «syndicats verticaux» franquistes. Le Syndicat Unitaire va se battre «pour que la seule légalité soit celle des travailleurs en lutte», en rejetant la Confédération des syndicats verticaux fascistes, en faisant démissionner tous ceux qui jusqu'alors s'y battaient «de l'intérieur» et en imposant la représentativité du Syndicat Unitaire et des Assemblées Ouvrières.

— En développant la lutte frontale contre le «Pacte social» défini par Suarez

pour faire payer la crise aux travailleurs d'Espagne, «opposant au plan gouvernemental d'austérité et de limitation des libertés un plan de classe et de riposte syndicale» et refusant la «loyauté» vis-à-vis du régime, prônée par le PCE et la CSOC\* (le PSOE et l'UGT également) dans le cadre du Pacte !

— En promouvant un syndicalisme nouveau : démocratique (avec élection et révocation des délégués, responsables devant les masses, «de bas en haut» à partir des Assemblées Ouvrières), indépendant, solidaire des travailleurs en lutte en Espagne et au plan international et qui veille sans cesse à sa composition sociale (adhésions et promotion de militants prolétariens en priorité) !

Ces caractéristiques positives furent d'ailleurs reprises et codifiées dans les Statuts adoptés par le Congrès et qui sanctionnaient outre la structuration du Syndicat Unitaire du syndicat d'entreprise ou professionnel (local) au syndicat national de branche, du syndicat de ville au syndicat provincial ou régional (par nationalités) confédérés dans le Syndicat Unitaire, coiffé d'une Commission Exécutive Nationale se réunissant tous les trois mois et d'un Secrétariat National permanent (dont le pouvoir de décision est largement contrôlé par les branches, secteurs et «nationalités»)...

La discussion sur le programme d'action, présenté par le métallurgiste Manuel Molina (un ancien responsable de l'Opposition Syndicale Ouvrière du FRAP) sera moins passionnée. Visiblement, l'unité était déjà grande pour les axes de lutte sur les salaires, les quarante heures (35 heures pour les ouvriers travaillant de nuit ou soumis à la pollution, les mineurs), la garantie de salaire en cas d'accident, de service militaire et chômage) pour la santé gratuite au service du peuple, les loyers inférieurs à 10 % du salaire, abolition des contrats d'apprentissage, l'égalité réelle de l'homme et de la femme au travail, les libertés syndicales et démocratiques et des réformes fiscales et agraires. Des délégués devaient particulièrement insister sur le fait que le S.U. était «un syndicat pour la lutte et donc pour la libération de la femme et l'émancipation finale de tous les travailleurs» (Métallurgie d'Euskadi, textile de Madrid, construction de Gallice...).

Dans sa réponse, la «mesa» (la tribune) reprit ses thèmes avec force, ainsi qu'un amendement de la Santé de Madrid «pour la construction d'un front de lutte réclamant au niveau des élections prochaines la

# 1<sup>er</sup> de MAYO

Día internacional de la clase obrera



## CONGRESO CONSTITUYENTE del SINDICATO UNITARIO

SYNDICAT UNITAIRE  
39 calle Montessa 14<sup>o</sup> derecha MADRID 6  
Tél. 19-34-1-401-33-20

légalisation de toutes les associations populaires, l'abrogation de toutes les lois fascistes et une nouvelle constitution».

Ce que la salle saluera au cri de «España, mañana, sera Republicana» !

### L'ÉLECTION DU SECRÉTARIAT NATIONAL

Elle a donné lieu à des discussions politiques passionnées sur les critères à mettre en avant pour l'élection d'une direction du Syndicat Unitaire. Le Congrès devait finalement s'accorder sur des caractéristiques de classe, de présence dans les luttes «historiques» (du temps des C.C.O.O. clandestines) et actuelles, et de clairvoyance. Les votes désignèrent ensuite le Secrétaire Général, José Miguel Ibarrola, un mineur de Potasse de 29 ans, son adjoint Cristino Domenech, métallurgiste d'Aranjuez

(30 ans) et cinq autres membres du Secrétariat National : Jesus San-Martin, mineur de Navarre de 27 ans, «Paco» Esteban (30 ans) du Syndicat des Transport de Madrid, l'ouvrier du Livre Luis Royo (45 ans) ancien responsable des C.C.O.O., Pedro Cristobal (56 ans, l'un des fondateurs des C.C.O.O. dans la Métallurgie) et l'ouvrière du Textile madrilène Maria Carmen Fraile (28 ans)... Le premier acte de ce S.N., acclamé par le Congrès, sera d'organiser du 3 au 8 mai l'action de grève généralisée «pour la légalisation de toutes les organisations, l'amnistie et la liberté» et organiser une riposte d'ampleur nationale dans les entreprises au mesure» Suarez de répression du 1<sup>er</sup> mai. A la fin du Congrès, les délégués ouvriers de la Construction de Biscaye et de Catalogne se proposaient déjà pour développer la lutte dans leur secteur dès le 3 mai.

### LES DÉLÉGATION AU CONGRES DU SYNDICAT UNITAIRE

Le Congrès s'est ouvert sous les mots d'ordre «unité de la classe ouvrière» et «légalisations de toutes les organisations».

Les nationalités, régions et provinces représentées étaient les suivantes : Andalousie, Aragon, Asturies, Castille la Vieille et Léon, Santander, Logroño, Estramadure, Gallice, Murcie, Valence, Catalogne, Madrid, Navarre, Biscaye, Guepuzcoa, Huelva, Toledo.

Les délégations du Pays Basque, de Catalogne, de Madrid (et Aranjuez) et d'Estramadure étaient les plus nombreuses.

On notait également des représentants de l'émigration espagnole de Belgique, Hollande et Allemagne.

La salle du Congrès comprenait plus de 2 000 travailleurs (délégués et observateurs) représentant, selon les dirigeants du S.U., plus de 35 000 adhérents des syndicats locaux et de branches.

Parmi les professions les mieux représentées venaient la métallurgie, les mines, l'agriculture, la construction, les transports et la banque.

L'écrasante majorité du Congrès était ouvrière, souvent parmi les plus exploités. On pouvait voir des délégations dynamiques de pêcheurs d'Andalousie et d'ouvriers agricoles d'Estramadure.

De nombreux travailleurs déjà d'âge mûr, issus le plus souvent des Commissions Ouvrières, cotoyaient de jeunes délégués, apprentis de l'hôtellerie ou du bâtiment... La proportion de femmes travailleuses était par contre peu importante, malgré une volonté affirmée de «promouvoir des militantes». Il est vrai que la proportion de femmes au travail est particulièrement faible encore en Espagne. Étaient cependant représentées des travailleuses du Commerce, de la Santé, et surtout du textile... Les drapeaux basques et catalans ornaient la salle du Congrès, tandis que de nombreux slogans étaient arborés : «Avec les travailleurs de tous les peuples d'Espagne dans la création du Syndicat Unitaire», «Syndicat Unitaire, syndicat de classe», «En avant pour l'émancipation des travailleurs» et «Le S.U. contre le pacte social».



Syndicat Unitaire, syndicat de classe, contre le «pacte social».

Nouvelle formule de l'«Humanité»

## ON GARDE LE CONTENU ET ON CHANGE LA BOITE

«J'achète l'Huma tous les matins parce que je suis communiste et le soir, «Le Monde» pour être informé»  
 Cette lettre d'un lecteur cité par le directeur de l'Humanité, Roland Leroy dans «France Nouvelle» résume bien sûr un des problèmes que voulait résoudre le PCF en inaugurant sa nouvelle formule il y a près de 5 mois. Comment multiplier le nombre de lecteurs faibles jusqu'alors ? (100 000 numéros vendus environ). Le 2<sup>e</sup> objectif visé était de mieux traduire à travers «L'Humanité», la ligne adoptée au XXII<sup>e</sup> Congrès à savoir de faire porter un effort important sur les ITC pour s'appuyer sur eux dans la réalisation du projet politique révisionniste : le capitalisme d'État. Mieux traduire la ligne du 22<sup>e</sup> Congrès cela voulait dire, laisser une plus grande place à l'information avant de la commenter, donner plus la parole à des non-membres du PCF.

Ces objectifs ont-ils été atteints ?

Répondre à cette question constitue le point principal à l'ordre du jour du CC d'aujourd'hui consacré à «L'Humanité et la presse démocratique dans la lutte pour le changement».

Il faudra examiner cette réflexion du secrétaire de la fédération du Lot et Garonne qui disait lors d'un «pointage» effectué par Leroy «L'Huma s'est améliorée, la nouvelle formule c'est bien mais les militants ne la lisent pas plus qu'avant».

En effet on peut se poser des questions... sur les résultats obtenus.

Pourtant, il y a eu des tentatives de ne pas donner tout de suite le point de vue «du Parti» et par exemple lors d'une récente conférence de presse de Giscard de citer les propos tenus avant de les commenter.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Si l'on examine «la une» d'hier on constate qu'à propos de tout ou presque que c'est le PC, «les communistes», députés ou membres de la JC qui font l'essentiel de l'actualité. Sur 14 sujets traités ou évoqués en première page «sport compris» 9 parlent du PC dont 8 dans le titre. Citons au passage : «Inacceptable chômage, les communistes engagent leurs forces dans une grande campagne». La photo sous le titre du journal montre dix jeunes communistes français qui se sont enchaînés aux grilles de l'ambassade des USA. On peut citer encore «l'accord solide» entre Marchais et Berlinguer.

A propos de l'armée ce qui saute aux yeux c'est que «les députés communistes» protestent contre les méthodes de la sécurité militaire...

**l'Humanité**

**Inacceptable chômage**  
 Les communistes engagent leurs forces dans une grande campagne. Réunis de 40000 par an, le nombre des sans-travail est possible.

**La lutte, pas la drogue**

**Avec eux demain pour les «dix»**

**Marchais-Berlinguer un accord profond et solide**  
 Communistes français et italiens : dans le démocrate et le libéré sorti de la crise

**Demain dans l'Humanité**  
 parle de l'écrivain de l'écriture de l'écrit

**LEADER**  
 UNE NOUVELLE ÉQUIPE

**GRANDS DÉBATS**

**REUNION DU COMITE CENTRAL DEMAIN**

les exemples foisonnent. Il apparaît qu'on est loin d'une présentation de l'actualité «objective» en ce sens que la classe ouvrière, le peuple de France n'est dans ce journal que le support, de faire valoir du parti révisionniste.

En ce qui concerne l'ouverture, elle s'est à peu près résumée à ce jour à donner la parole à d'authentiques chefs de groupes monopolistes tel Drayfus ex-PDG de Renault qui s'expliquait dans une série d'articles consacrés aux bienfaits des nationalisations sur la rentabilité de la Régie et sur ce qu'elle rapporte à l'État.

On voit à qui s'adresse l'Huma en publiant de telles sortes d'articles mais cela ne semble pas se faire facilement et ce n'est pas l'ensemble du journal tant s'en faut qui traduit ce nouveau style.

Les changements dans l'Huma depuis 5 mois n'ont toujours été que velléitaires et de toute manière n'ont jamais permis de voir avec netteté à qui s'adresse l'Huma.

Comment maintenir une influence menacée dans la classe ouvrière, ce qui n'est pas simple pour le parti de Marchais en cette période de crise politique, tout en se tournant nettement vers les Cadres, Ingénieurs et Techniciens ?

Ce qui est significatif dans les propos de Leroy, c'est la manière dont il lie la nécessité d'être «plus objectif» et «plus ouvert» à la conquête de ces couches de Cadres, Ingénieurs, Techniciens. Si on le comprend bien l'Humanité ancienne formule cela suffisait pour les lecteurs ouvriers (ce n'était pourtant pas déjà la majorité) ! On ne peut pas être plus méprisant pour les travailleurs et cela caracté-

rise bien la manière dont il envisage le rapport de son parti avec la classe ouvrière : à la manière d'une secte, un peu grosse certes, mais fondamentalement secte.

Cette question, gagner les ITC massivement, tout en maintenant l'influence dans la classe ouvrière, revêt pour le PCF une grande importance aujourd'hui. On la retrouve dans le débat sur l'élargissement du PCF : un parti de 1 million d'adhérents est-il souhaitable et possible sans intégrer n'importe qui.

Viser la classe ouvrière ou viser les ITC ? Dans les faits on assiste à un compromis boiteux : de la nouvelle formule il ne reste que «le graphisme plus large de son titre, le grisé de la faucille et du marteau», sans parler des mauvaises caricatures de Wolinski, trois fois par semaine. La présentation est peut-être moins fouillis qu'avant, mais cela n'est

pas une performance quand on se souvient de ce qu'elle était...

Les luttes de la classe ouvrière sont reléguées en bas de page -sauf exception- sous forme de brèves informations.

Tout cela a bien évidemment une conséquence sur le chiffre des ventes : s'ils sont publiés à la suite du CC, chacun pourra constater qu'ils n'ont guère évolué.

Aujourd'hui encore, sans aucun doute, il n'y a que 25 % des adhérents du PCF qui lisent le journal de leur parti : Cette situation, jugée par Roland Leroy «insatisfaisante et même à la limite dangereuse», dans une interview à «France Nouvelle», ne s'est pas transformée. L'objectif poursuivi avec la nouvelle formule n'a pas été atteint.

François MARCHADIER

## LE GROUPE DE PRESSE DU PCF

On connaît «L'Humanité», et les travailleurs de certaines régions ont également entendu parler des quotidiens «La Marseillaise» (Marseille), «Liberté» (Lille), «L'Écho du Centre» (Limoges) ; il y a aussi le «Havre-Libre», et son édition «Rouen-Normandie Nouvelles». Ceci pour les quotidiens. Mais la presse du PCF, c'est aussi l'ensemble de ses publications politiques («L'Humanité-Dimanche», «France-Nouvelle», «la Nouvelle Critique», «Économie et Politique», les «Cahiers du Communisme», «Action») à quoi il faut rajouter toutes les publications hebdomadaires départementales.

On connaît «L'Humanité», et les travailleurs de certaines régions ont également entendu parler des quotidiens «La Marseillaise» (Marseille), «Liberté» (Lille), «L'Écho du Centre» (Limoges) ; il y a aussi le «Havre-Libre», et son édition «Rouen-Normandie Nouvelles». Ceci pour les quotidiens. Mais la presse du PCF, c'est aussi l'ensemble de ses publications politiques («L'Humanité-Dimanche», «France-Nouvelle», «la Nouvelle Critique», «Économie et Politique», les «Cahiers du Communisme», «Action») à quoi il faut rajouter toutes les publications hebdomadaires départementales.

On connaît «L'Humanité», et les travailleurs de certaines régions ont également entendu parler des quotidiens «La Marseillaise» (Marseille), «Liberté» (Lille), «L'Écho du Centre» (Limoges) ; il y a aussi le «Havre-Libre», et son édition «Rouen-Normandie Nouvelles». Ceci pour les quotidiens. Mais la presse du PCF, c'est aussi l'ensemble de ses publications politiques («L'Humanité-Dimanche», «France-Nouvelle», «la Nouvelle Critique», «Économie et Politique», les «Cahiers du Communisme», «Action») à quoi il faut rajouter toutes les publications hebdomadaires départementales.

Citons quelques-unes des publications des organisations de masse dirigées par le PCF et de ses titres spécialisés : «l'Avant-Garde» pour les jeunes, «Heures Claires» pour les femmes, «la Terre» pour les paysans, «l'École et la Nation» pour les enseignants, et, depuis peu, «Police et Nations». Naturellement, la direction politique du PCF, en même temps qu'elle s'exerce sur la CGT, s'exerce aussi sur sa presse : la «Vie Ouvrière», «Antoinette», «Options» pour les cadres, et toutes les publications des fédérations professionnelles.

Voilà donc «la presse démocratique» dont le comité central du PCF va avoir à débattre. Mais il faut encore y rajouter deux branches plutôt spéciales : les «Editions Vaillant» ; avec «Pi-Gadget», «Rahans» et compagnie (12 titres en tout), on atteint le fond de la dégénérescence idéologique. Seulement, ça paie : «Pi-Gadgets», notamment, dont certaines organisations de consommateurs ont montré qu'il s'agissait d'un vol organisé. Et puis, il y a le groupe «Miroir Sprint» (miroir du football, du rugby, du cyclisme, de l'athlétisme). En 1976, une série de numéros de «Miroir du Football» sont publiés à la gloire de Saint-Etienne : l'équipe de rédaction, qui a toujours eu une conception critique à l'égard du sport-vedette, n'est même pas consultée. Le 3 mai, le rédacteur en chef, Thébaud, est mis à la porte.

C'est que, aux «Miroirs» comme chez «Vaillants», il faut que l'argent rentre. Et il rentre ! L'Agence Centrale de Publicité, qui coiffe l'ensemble des publications du PCF, et qui gère également la publicité des fêtes de l'«Humanité», fait officiellement un chiffre d'affaires de six milliards anciens par an. De quoi, probablement, boucher, et au-delà, le déficit chronique qui doit être celui de l'«Humanité».

## St Priest : l'unité de la gauche vole en éclats

Saint Priest est une municipalité de la banlieue de Lyon que vient de conquérir la gauche : 19 conseillers socialistes et radicaux de gauche, et 12 du PCF. Le maire est Louis Gireau du PS. Le vote du budget a été l'occasion de la division de la nouvelle municipalité. Le budget comprend une hausse des impôts locaux de 21 % dont le maire dit que : «Cela représente une hausse effective de seulement 6 %», le reste ne faisant que tenir compte de l'augmentation du coût de la vie ! Les travailleurs apprécieront. Quant au PCF, il refuse cette hausse et déclare : «Nous ne sommes pas là pour gérer la crise», même si c'est ce qu'il fait dans les municipalités qu'il dirige. Ce budget a été approuvé sans que les membres du PCF aient pris part au vote. Le PS l'accuse d'avoir rompu la solidarité de gestion, et le maire vient de retirer leur délégation aux trois adjoints du PCF en signe de représailles. Affaire qui a son importance quand on sait que les socialistes de Saint Priest sont soutenus par leurs instances fédérales et nationales et qu'un des conseillers municipaux du PCF de St Priest n'est autre que Jean-Paul Magnon, le nouveau secrétaire de la Fédération du Rhône du PCF.

Corr. LYON

## Beucler, l'ancien para méprise le travail manuel

Jean Jacques Beucler, le nouveau secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, n'avait pas beaucoup fait parler de lui jusqu'ici. Il vient de rompre le silence en évoquant à la fois les problèmes de l'armée et les problèmes politiques. Monsieur Beucler n'est pas réjoui par l'intervention des soldats contre la grève des éboueurs ; non pas parce que cela brise la grève — «dans des circonstances particulières, il faut bien trouver une solution» —, mais parce que le rôle d'éboueur est dégradant pour l'armée. Ainsi, les «responsables le font sans le moindre empressement».

Plus que les questions militaires, Beucler ancien parachutiste, semble faire profession d'anti-communisme, dont il se sert dans sa lutte contre l'union de la gauche : «Je suis un des rares Français à avoir été communiste pendant quatre ans. J'en ai gardé d'une part une certaine estime pour l'homme communiste et d'autre part, une hantise viscérale contre le système communiste». Il faut préciser qu'en tant que parachutiste français, Beucler a été prisonnier du peuple vietnamien pendant quatre ans, à l'issue de Dien Bien Phu...

# POLITIQUE

## Anniversaire du 8 mai

### ● CHIRAC PREMIER MINISTRE : IL ÉTAIT CONTRE ● CHIRAC MAIRE DE PARIS : IL COMMÉMORÉ

Le 8 mai, c'est l'anniversaire de l'armistice qui clôturait la guerre de 39-45. Dès la Libération, De Gaulle en a fait une des fêtes nationales, au même titre que le 11 novembre. Pourtant, en 75, Giscard a décidé de ne plus célébrer le 8 mai, pour, paraît-il, se concentrer uniquement sur le 11 novembre. Pour lui, la célébration de la fin de la guerre impérialiste de 14-18 a plus de signification que celle de la lutte anti-nazie de 39-45.

Au moment de cette décision de Giscard, le premier ministre s'appelaient Chirac, et bien sûr il avait défendu la position du président de la République. Dans nombre de localités, le 8 mai revêtit cependant une certaine solennité : le bureau politique du PCF vient de lancer un appel

pour que les municipalités PCF donnent de l'ampleur à cette célébration. Poperen au nom du PS, avait lancé le même appel, en précisant que la gauche tenant maintenant une majorité de municipalités, il convenait d'en profiter pour contourner les décisions gouvernementales.

Ce qui est plus étonnant, c'est que la mairie de Paris, elle aussi, a décidé de célébrer le 8 mai : les oriflammes borderont les Champs Élysées, un défilé d'anciens combattants aura lieu, accompagné d'une musique militaire. Et qui plus est, les «élus» défilent derrière les anciens combattants. Une occasion de plus pour Chirac de montrer que, lui, est l'héritier légitime du gaullisme, et que les décisions de Giscard n'ont pas grand poids...

## Taxe professionnelle

# BARRE S'ENFONCE DANS UN GUEPIER

L'Assemblée nationale risque bien de connaître à nouveau des heures chaudes mardi et mercredi prochain, lors du débat sur l'aménagement de la taxe professionnelle. En effet, dès hier, Labbé, président du groupe RPR, et aussi Chinaud, des RI, manifestaient leur hostilité au projet tel qu'il est présenté actuellement. Pour Labbé, «il n'est pas

question d'accepter un projet qui aggravera les inégalités provoquées par l'ancien texte».

Il est vrai que les choses sont plus complexes dans ce domaine. C'est en juillet 75, au terme d'un débat parlementaire déjà houleux, que la taxe professionnelle a été adoptée.

Son but est de remplacer la patente que les commerçants payaient tous les ans, mais à la différence de l'ancienne patente, tous les industriels, qu'ils soient également commerçants ou non, y sont assujettis. Autre nouveauté, l'essentiel des ressources provenant de la taxe professionnelle vont aux municipalités. L'objectif était alors de donner des ressources supplémentaires à des communes qui toutes en sont largement dépourvues. Pourtant, la loi de juillet 75 prévoyait de répartir l'importance de la taxe selon l'importance des industriels, et ce afin de ne pas trop mécontenter les petits commerçants ; de fait 1 400 000 d'entre eux payent moins que l'ancienne patente... tandis qu'à l'inverse les plus «gros» voient leur impôt multiplié jusqu'à dix fois. Là se situe le premier

revirement du gouvernement.

Devant le tolé général des patrons, et pour ne pas trop mécontenter ceux-ci, l'augmentation de la taxe fut plafonnée à 70% d'augmentation par rapport à l'ancienne patente. Ce qui aboutit, par rapport au projet initial inscrit dans le budget, à un «trou» de 2 milliards, que l'État dut combler.

Le nouveau projet de loi vise à régulariser cette situation : la taxe professionnelle pour cette année ne pourrait être supérieure à 1,9 fois la patente de 75, et à deux fois l'année prochaine. Reste le trou de 2 milliards à combler : la loi propose «qu'exceptionnellement une surtaxe de 7% soit versée cette année, et 6% l'année prochaine».

Là fait que cette question

de la taxe professionnelle traîne depuis deux ans et qu'elle ne soit toujours pas résolue met à jour une des contradictions auxquelles doit faire face le gouvernement. D'une part, il lui faut trouver de l'argent pour financer les communes, dont plusieurs sont au bord de la faillite et ne vivent que par emprunts successifs. D'autre part, une telle taxe alourdit les charges des entreprises.

D'autre part, une telle taxe alourdit les charges des entreprises, et ne va pas dans le sens du plan Barre et des facilités accordées à ces mêmes entreprises.

Face à une telle contradiction, c'est la valse-hésitation : on avance, puis on recule, puis on essaye de changer la loi, etc. Ce qui s'était déjà produit pour les plus-values se reproduit donc aujourd'hui : le gou-

vernement modifie des projets de lois qu'il a fait adopter il y a à peine deux ans.

Cette fois-ci pourtant, le débat sera difficile, et embrouillé par la situation politique. Pour le RPR, il s'agit de se garder les faveurs du monde patronal, y compris pour les PME. Pour Chinaud et les RI, il s'agit de faire preuve d'un peu d'indépendance et de ne pas trop apparaître comme les godillots de Giscard-Barre. Si l'on ajoute à ces positions des partis de la majorité le fait que la gauche reste hostile à ce type de taxe vis-à-vis des PME, que le ministre chargé de défendre le projet s'appelle Boulin, RPR, on a une idée du guépier que constitue le débat dans lequel le gouvernement va s'engager la semaine prochaine...

# LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

## Furnon : le patron de choc obligé de réintégrer les 60 ouvrières !

Furnon, le patron de choc d'une entreprise de confection de pyjamas, dans le Gard, n'est pas en reste en ce qui concerne la répression anti-syndicale. On sait même qu'il est à l'avant garde, puisqu'il y a quelques jours, il licenciat 60 ouvrières qui, selon lui «avaient osé» créer une section syndicale CGT dans l'usine. Depuis, il les empêchait de rentrer dans l'usine.

Les 60 ouvrières avec leur section syndicale toute nouvelle viennent de remporter une victoire de taille : leur mobilisation, l'importante popularisation qu'elles ont faites, a conduit le tribunal d'Alès à ordonner la réintégration de toutes !

Il convient en outre de souligner que cette victoire a été acquise dans une petite entreprise où, comme dans un nombre relativement important d'autres, régnait depuis des années un paternalisme outrancier qui n'avait d'égal que la surexploitation.

## Laporte (Seine-Maritime)

Le patronat tente de remettre en cause un nombre de droits et acquis syndicaux de plus en plus importants : ainsi, trois délégués CGT de l'entreprise Laporte, à Yvetot, dans la Seine-Maritime, viennent d'être licenciés pour avoir assisté, au congrès départemental de leur syndicat. Après les multiples remises en cause du droit de circulation des délégués dans le cadre de leur mandat, les tentatives patronales de diminuer les heures de délégations, la liste commence à être longue ! Les travailleurs s'apprennent à se mobiliser pour obtenir la réintégration de leurs camarades. Ils sont confiants, ayant déjà l'expérience d'une victoire importante en la matière : en décembre dernier, déjà, alors qu'ils venaient de mettre en place une section syndicale, ils obtinrent par leur lutte l'annulation des élections du personnel montées de toutes pièces par la direction, élections qui voyaient «l'élection» de ses hommes de main.

## RÉUNION DE LA COORDINATION LAIT DES PAYSANS TRAVAILLEURS

Communiqué

La coordination lait Paysans Travailleurs réunie à Paris le 3 mai 1977 s'est penchée sur la politique laitière des entreprises de transformation ainsi que sur les mesures de prix décidées à Luxembourg.

Les paysans Travailleurs dénoncent :

La convergence des moyens et méthodes des entreprises de collecte du lait et des pouvoirs en vue de l'élimination des petits paysans, à savoir,

- refus du ramassage du lait au-dessous d'un certain litrage,  
- prélèvement d'une somme sur chaque litre pour redis-

tribution aux gros producteurs sous forme de primes quantité ou de primes au contrôle laitier.

- facturation des frais fixes de collecte par exploitation et non au litrage, ce qui pénalise les petits producteurs.

- réfaction de 6 centimes au litre pour ceux qui livrent moins de 1 000 litres par mois (certaines entreprises).  
- réservation des aides publiques (subvention, prêts bonifiés, plans de développement, aide GAEC, etc.) à un nombre volontairement limité de paysans.

Toutes ces mesures aboutissent à la disparition de cette couche de paysans condamnée par le système

capitaliste et accentue le problème de l'emploi.

Paysans Travailleurs appelle les petits paysans à s'organiser pour exiger le ramassage de leur lait et leur droit au travail.

Par rapport au prix de Bruxelles :

Le scénario est reproduit. L'expérience démontre que l'augmentation prévue ne sera pas répercutée à la production, l'orientation actuelle va vers un désengagement des instances européennes dans le soutien des marchés (92% du prix indicatif au lieu de 96). L'augmentation annuelle des coûts de production (aliments du bétail...), la faible augmentation des prix, la taxe de coresponsabilité vont condamner les paysans

à produire encore plus pour maintenir un revenu.

Seule une limitation de la croissance des ateliers et un prix garanti pour une production donnée permettraient le maintien du plus grand nombre de travailleurs.

Les Paysans Travailleurs s'opposent au prélèvement de la taxe dite de coresponsabilité qui est la prise en charge du financement des excédents par les producteurs au lieu de la collectivité (FEOGA) ;

appellent les petits et moyens producteurs de lait à s'organiser localement pour faire échec à cette mesure, qui sacrifie les producteurs de lait au bénéfice des grands groupes margariniers.

Paris, le 3 mai 1977

**TÉLÉPHONEZ**  
**AU**  
**QUOTIDIEN**  
**636.73.76.**



## SGE (Rueil) :

Trois ouvriers étaient occupés à travailler lundi en fin d'après-midi, sur le chantier de la SGE Sicra, à Rueil, dans la région parisienne.

Soudain, une dalle de béton s'est cassée «sous leur poids». Un travailleur est mort, un autre a été blessé grièvement. Face à cet assassinat, le syndicat CFDT du chantier entend exiger rapidement la mise en place d'une plus grande sécurité.

## LUTTES OUVRIÈRES

Sonacotra

OPERATION "RECUPERATION"  
LANCEE PAR  
LES DIRECTIONS SYNDICALES

C'est une offensive de grande ampleur contre leur lutte que les résidents des foyers Sonacotra ont à faire face aujourd'hui. Les confédérations syndicales (y compris FO) sont allées il y a quelque temps, discuter avec la direction de la Sonacotra. Pas pour négocier, paraît-il, mais pour envisager les mesures à prendre pour «débloquer la situation».

Ces initiatives des directions confédérales prennent toute l'allure de tentatives de récupération, chacune déployant ses efforts pour essayer de prendre sa place, en définitive, de s'implanter dans les foyers.

On connaît l'hostilité, pire, la hargne avec laquelle la direction CGT attaque les résidents en lutte. A la suite de la rencontre avec la Sonacotra, la direction CGT tenait une conférence de presse, dont l'essentiel était consacré à une attaque en règle contre le comité de coordination, qualifié «d'aventuriste», «d'extérieur au mouvement ouvrier» et autres qualificatifs du même genre.

La CFDT emploie une tactique plus habile et plus sournoise. Elle vient de la définir dans «Nouvelles CFDT»: à l'inverse de la CGT, elle dit que le comité de coordination représente un certain courant (même si dans son sein il y a «des éléments qui visent d'autres buts que la défense des revendications des rési-

dents») et qu'il serait anormal que des négociations s'engagent foyer par foyer comme le préconisait la CGT pour mieux diviser les travailleurs. Reste que le problème de la «représentation» des résidents (en grève ou non) n'est pas réglé selon la CFDT. C'est sans doute à partir de cette

«définition de la représentation des foyers» qu'elle compte s'implanter dans les foyers. Et puis, malgré son apparente reconnaissance du comité de coordination, il n'empêche que la CFDT, et ceci au plus haut niveau, s'est permis de participer à cette réunion avec la Sonacotra où le comité lui n'avait pas été invité. D'autre part, dans les rangs de la CFDT, nombre de militants de sections de boîte ou d'UL ont été sensibilisés par la lutte des travailleurs immigrés contre la Sonacotra et ont engagé un travail de soutien et de mobilisation autour de cette lutte un peu

en marge de l'appareil confédéral. Celui-ci espère sans doute «reprendre les affaires en main» en prenant l'initiative.

Face à ses sordides manœuvres de récupération, intervenant après, soit des calomnies en tous genres, les résidents en grève des foyers ont largement réaffirmé leurs positions: satisfaction des revendications et reconnaissance du comité de coordination par la Sonacotra.

G.P



Magasins parisiens

«Y' EN A MARRE  
DES SALAIRES DE MISERE !»

Mardi 3 mai, à l'appel de la CGT et de la CFDT, du commerce de Paris, des délégations de travailleurs se sont rendues devant l'inspecteur du travail du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, rue de la Mouzaïa: ils venaient des Galeries Lafayette, du Printemps, du BHV, des Magasins Réunis, des FNAC, de la Samaritaine, d'Inno, de la Belle Jardinière, des Euro-Marché et étaient présents dès 15 heures pour l'ouverture des négociations sur les conventions collectives.

Alors que la discussion commençait vers 15 h 30 entre les représentants patronaux et les responsables syndicaux FO et CFTC, les travailleurs rassemblés sous les fenêtres de l'inspection départementale, se firent entendre en criant leur mécontentement. «Minimum à 2 000 F», «suppression des nocturnes». Des représentants montrèrent là où étaient négociés les salaires.

Devant les propositions patronales qui accordaient au 1<sup>er</sup> mai, aux catégories 1 et 2, 1650 F, des sifflets et des huées se firent entendre.

Une délégation d'une trentaine de travailleurs environ se présenta alors dans la salle des négociations. Face à cette délégation, la fédération patronale du commerce décida de rompre les négociations donnant comme prétexte «qu'elle ne pouvait continuer à siéger avec des braillards dehors et une salle envahie». Diverses propositions étaient alors faites dans les petits groupes de discussions. «Il faut les retenir, il faut faire capoter cette discussion bidon»; Depuis 1968, et 70 on avait pas vu une telle mobilisation pour une con-

vention collective dans le commerce.

A 16 h 35, la fédération patronale revint dans la salle de négociations proposer 1670 F en mai et en octobre, 3 % d'augmentation (1720 F) ! Ces propositions sont accueillies à nouveau par des rires et différents commentaires montrent le refus de ces nouvelles propositions.

Devant cette injure, la salle sera envahie par d'autres travailleurs, drapeaux rouges et pancartes revendicatives à la main. Tous sont unanimes «ils se fichent de nous». «Nous voulons vivre, pas survivre avec des salaires de misère» crie un travailleur à l'inspecteur du travail, lequel intervient alors pour demander l'arrêt de la séance et prendre une nouvelle date. Il lui est répondu unanimement que les travailleurs, n'ont plus le temps d'at-

tendre. Une manifestation se fait alors spontanément dans les locaux aux cris de «Y'en a marre des salaires de misère, minimum à 2 000 F». Alors que les patrons tentent de sortir, les escaliers sont bloqués, ainsi que les portes au rez de chaussée, tout cela soutenu par la CFDT alors que les responsables fédéraux CGT, FO et CFTC s'enfuient devant les initiatives «incontrôlées» de la base !

Les employés poursuivent alors les patrons dans les rues aux cris de «les patrons au SMIG, à bas les patrons, vive les travailleurs». La délégation sera reconduite par les grévistes pendant 20 minutes.

C'est en chantant l'Internationale et en criant «ce n'est qu'un début, dans 15 jours, on continue» que les travailleurs se dispersaient.

Correspondant commerce  
Paris

Les éboueurs reprennent le travail

UN PREMIER  
SUCCES  
CONTRE CHIRAC

En grève depuis 15 jours, les éboueurs parisiens reprennent ce matin le travail.

Qu'ont-ils obtenu ? Une augmentation globale et moyenne de 90 F mensuels, augmentation qui se divise en deux parties : 39 F de prime matinale et environ 60 F de prime d'attente.

Une augmentation qui est loin d'être négligeable surtout si l'on mesure qu'il y a trois jours encore Chirac, par le biais de son adjoint Tibéri, affirmait la plus grande intransigeance, refusant de lâcher quoi que ce soit au nom du plan Barre ! L'immense sympathie qu'ils ont su créer autour d'eux, l'isolement qu'ils ont su briser notamment par leur participation massive au 1<sup>er</sup> mai et lors de la manifestation l'autre jour à l'Hôtel de Ville, sont bien les facteurs entre autres qui ont permis aux éboueurs d'imposer ce recul à Chirac. C'est bien la preuve comme l'affirmait hier un dirigeant CGT qu'il est possible aujourd'hui d'imposer des reculs à ce pouvoir !

Mais ce qui a fait la caractéristique de cette grève des éboueurs c'est bien

aussi que de multiples autres facteurs en plus de ceux déjà cités avaient abouti en quelques jours à ce que le rapport de force soit nettement en leur faveur (le soutien de la population, des éboueurs de banlieue, l'inefficacité de l'armée), un rapport de force qui permettait à l'évidence d'obtenir beaucoup plus, surtout quand on sait que le soutien dont nous parlions hier vient par exemple à Orléans de passer en actes concrets : les éboueurs de cette ville sont en grève sur des revendications semblables !

Il faut bien voir que sur les effectifs, sur l'établissement d'une grille indiciaire il n'y a rien. De plus, 10 jours de grève vont être retirés sur les salaires, jours qu'en outre les éboueurs devront rattraper en heures supplémentaires. Il va sans dire que la direction de la grève menée de bout en bout par les révisionnistes, soucieuse de préparer les échéances législatives avant tout, en porte la responsabilité. Pour les combats futurs, tirer le bilan de la conduite de la lutte est nécessaire !

Luterma (Dunkerque)

Occupation jusqu'à  
satisfaction

Depuis la fin du mois de janvier les travailleurs de chez Luterma (usine de contreplaqué) occupent leur usine.

C'est au début du mois de janvier que les premières mesures de licenciement étaient annoncées, la moitié du personnel pour la fin février et le reste pour la fin mars. Les patrons espéraient voir les ouvriers épuiser les derniers stocks de bois et ensuite mettre tout le monde dehors. Seulement, les 135 travailleurs de l'usine (dont 70 femmes) ont décidé d'occuper l'usine et de refuser tout licenciement.

Malgré les basses manœuvres du patronat qui voulait faire poser les scellés sur l'usine par un huissier, qui refusait de payer le dernier mois de salaire, ou qui, ne pouvant plus empêcher l'occupation essayait de récupérer les stocks de bois, malgré cela les travailleurs de chez Luterma n'ont pas cédé !

La bourgeoisie de Dunkerque ne pouvait envoyer ses flics en pleine période électorale. Grâce à cette détermination une première victoire a été obtenue, les actionnaires d'une usine de bois à Calais rachète l'ex-Luterma et il n'y aura pas de licenciement !

De plus les patrons de cette usine ont signé un

accord portant sur certains avantages comme par exemple les bleus de travail, les chaussures, la prime de fin d'année.

Pourtant aujourd'hui l'usine est toujours occupée ! Les nouveaux patrons pensaient endormir les ouvriers grâce à un semblant de démagogie avec le premier accord. Car ils refusent aujourd'hui de signer l'accord le plus important, celui sur les salaires.

Dès les premières négociations, le patronat a rétorqué que les travailleurs étaient, dans cette usine, payés au dessus du taux prévu par les accords nationaux dans le bois. Il faut savoir qu'une ouvrière d'une cinquantaine d'années nous a dit ne gagner que 1 900 F par mois après 17 ans de présence.

Les patrons voulaient donc réduire ces salaires «exorbitants» ! L'occupation a continué.

Aujourd'hui, ils ont accepté l'augmentation des salaires verbalement, mais refusent toujours de signer et mettent la condition que la section CGT soit dissoute.

Il est évident que dans de telles conditions les travailleurs ne peuvent accepter et continuent d'occuper.

Bureau de presse  
de Dunkerque

## LUTTES OUVRIERES

Après l'assemblée générale des sidérurgistes d'Usinor Thionville

la seule solution,  
c'est l'occupation !

DE NOTRE BUREAU DE PRESSE LORRAINE

Mardi, à l'appel de l'intersyndicale, pour la première fois, se tenait une assemblée générale au Casino Municipal de Thionville. Ce sont plus de 400 personnes qui ont participé, de 17 h à 20 h, à une discussion particulièrement riche. Mais, si questions et propositions n'ont pas manqué, les sidérurgistes d'Usinor se sont séparés un peu déçus : «C'est très bon de discuter tous ensemble comme cela, mais aujourd'hui nous n'avons pas beaucoup avancé».

Après avoir rappelé les différentes manifestations des 5, 14 et 19 avril, le représentant de l'intersyndicale devait souligner : «les promesses de Barre sont du bluff. Nous pensons que le Haut-fourneau doit continuer après le 31 décembre 77, nous pensons que la modernisation doit se faire. Après le Comité d'entreprise extraordinaire de jeudi prochain, nous vous invitons à participer à un meeting devant les grands bureaux, avec le lancement d'une consultation pour une éventuelle occupation, le lendemain matin». Puis il conclut : «Nous vous avons convoqué pour que nous, les organisations syndicales, vous donnions la parole».

Le 1<sup>er</sup> mai à Thionville : le rassemblement place du Hautbois

Dès le début, le débat s'engage sur une question posée par une femme de sidérurgiste : «Quand nous recevons les lettres de mutation, que devons-nous faire ?». La CGT et la CFDT rappellent leur refus des mutations. A FO et à la CGC, si on s'affirme d'accord avec une telle position, immédiatement après il est expliqué «qu'il est possible de discuter suivant les cas, cela peut être valable pour certains» pour l'O ; alors que pour la CGC, il faut des «mutations librement consenties ou concertées». Mais les mutations, ce sont des conditions de travail aggravées et souvent le déclassement ; c'est ce que démontrera le représentant de la CGT en se référant à l'enquête qu'elle a menée concernant ceux qui sont partis. «Ils cherchent à nous faire peur, à nous diviser. Contre les mutations, il faut s'organiser chantier par chantier, il faut lutter contre les mutations tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. C'est en restant en-

semble que l'on est une force» affirmera le représentant de la CFDT. On cherche à faire partir les sidérurgistes ; pour cela tout est bon, primes, menaces : «Si tu ne pars maintenant, cela sera trop tard» mais «à Fos les immigrés ne sont pas acceptés, à Dunkerque, on ne veut pas des familles qui ont trop d'enfants» devait souligner un immigré. Ici, pour tous, cela est clair : les mutations préparent les licenciements. La proposition faite par un travailleur «d'aller brûler tous ensemble les lettres de mutation devant la direction à la manifestation de vendredi» fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

C'est encore sous les applaudissements qu'un sidérurgiste déclarait «il faut s'accrocher au terrain, montrer que l'on ne veut pas partir» et il ajoutait : «Cela nous le montrerons en occupant, c'est la seule forme de lutte qui nous reste».

## OCCUPER, QUAND, COMMENT ?

Voilà la question que tous les travailleurs d'Usinor se posent. Un travailleur du laminage explique : «Il ne faut plus attendre pour se battre. Chez nous, ils démantèlent déjà. On dit qu'il faut se battre mais les paroles ne servent à rien. L'occupation est devenue urgente». «On ne fait plus rien, on donne l'impression de s'endormir. On a prouvé qu'on l'on ne nous laisserait pas faire et maintenant tout

le monde nous regarde et se demande : mais qu'est-ce qu'ils font donc à Usinor ?, plus on tarde, plus on laisse faire, plus on renforce le découragement, il ne faudra pas attendre que l'usine soit vide».

Voilà ce qu'affirmaient avec force des dizaines de travailleurs. Mais chez beaucoup, les réticences, les hésitations, les questions sont encore grandes : «occuper, cela veut dire : se

serrer la ceinture, combien de temps tiendra-t-on ? «Qui nous soutiendra ? Occuper, oui, mais tous ensemble, les premiers jours la majorité viendra mais après, «Pendant que l'on occupera, est-ce que les patrons n'i-

ront pas produire ailleurs ?» Bien entendu les cadres, les ingénieurs et les représentants de FO de renchérrir : «Occuper, c'est couler l'usine avant la fin de l'année, c'est un suicide collectif».

LE FAUX DÉBAT  
AUTOUR DE L'ACIÉRIE

C'est alors qu'intervient le représentant de la CGT : «l'objectif de la lutte à l'heure actuelle, ce n'est pas l'occupation, c'est d'exiger l'aciérie. Actuellement, on a l'impression que les travailleurs ne parlent plus que d'occupation. Mais occuper, c'est aller au casse-pipe. Si on se bat pour l'implantation de l'aciérie, pour la modernisation, on gagnera la bataille de l'emploi. Il faudra peut être occuper, mais ce n'est pas le problème actuellement. Des copains disent que depuis un moment, on ne fait plus rien ; ils oublient la bataille municipale qui a été exclusivement la bataille de l'emploi. On avait l'impression de ne rien faire, mais c'était faux. D'ailleurs, nous n'irons pas à l'occupation sans consensus général. L'occupation sera l'affaire de tous, de l'OS à l'ingénieur... On vient de faire la proposition à un

contremaître d'être un représentant de l'Air Liquide alors qu'il nous manque huit millions de tonnes d'acier.

On propose à un homme qualifié de faire le représentant. Nous mettons au défi les patrons de nous montrer une usine comme la nôtre dans le monde, une usine qui a une telle implantation. Nos patrons n'ont aucune ambition de développement, ils se plient à une politique internationale, c'est malheureux mais ils freinent la production ! Battons-nous pour la garantie de l'emploi, montrons que Thionville est viable. La bataille doit être menée ensemble et à tous les niveaux. Et, s'il le faut, de façon ultime, il faudra voir s'il faut occuper ! Le contexte n'est plus le même : nous avons le soutien de la population, nous avons le soutien des municipalités».

## PAS DE VOTE DE LA HONTE !

Alors que depuis des mois, les gens du PCF parlent d'occupation tout en la repoussant toujours plus

loin, ils ne font que renforcer les doutes et les hésitations présents chez les sidérurgistes. Indigné, un travailleur immigré s'écrie : «L'occupation nous coûtera de l'argent, c'est sûr, mais quand on sera à la porte, qu'est-ce qu'on fera... On se suicidera ? Il faut penser à cela et vite. La lutte n'est pas à poursuivre mais elle est à commencer, tout le monde a été sensibilisé. On ne peut pas attendre que tous et notamment les cadres et ingénieurs soient d'accord. Il y en a toujours qui seront contre. Vendredi, il faut continuer la discussion d'aujourd'hui. Il faut que la lutte qui s'engage maintenant soit la lutte de tout le monde. Vendredi, il faut faire un vote ouvert où tout le monde engage sa responsabilité ; pas de vote à bulletin secret, pas de vote de la honte !» ajoutera un autre travailleur.

Ce désarroi face au manque de perspectives immédiates s'exprimera dans les propositions de «bloquer les routes, les voies SNCF et maritime», «si on n'occupe pas, il faut au moins faire comme les Corses !».

«Si les patrons ferment Usinor, ils ne sont pas fous. Ce n'est pas pour rien. On ne peut pas laisser trainer les choses sinon on est fichu. Il faut rapidement se mettre d'accord sur l'occupation et comment on occupe... C'est la seule possibilité qui reste. Car si ils gagnent à Usinor, cela sera plus facile pour eux de s'attaquer à Sollac et à Sacilor et toute la région crévera... !» devait expliquer

un aciériste, un peu découragé, d'Usinor-Thionville à la sortie de l'Assemblée générale.

Ici, la volonté de se battre ne fait pas défaut, les importantes manifestations d'avril, le débat de mardi en sont la preuve. Alors «que tout va plus vite» la question est posée de façon pressante, «comment se battre ? Comment gagner ?»

A travers les hésitations ou à travers la volonté d'occuper tout de suite, c'est cette même exigence qui est posée par les sidérurgistes. L'Assemblée générale n'a pas encore permis de résoudre ces questions, mais elle a permis qu'elles soient largement posées. Voilà qui met sérieusement en difficulté le PCF : si cette volonté de lutte débouche, cela contrecarrera ses visées électoralistes. Ce n'est pas un hasard s'il s'affronte aujourd'hui aux reproches et aux accusations formulés par les sidérurgistes parce qu'il ne propose rien qui soit «efficace».

A cette assemblée, pas une seule fois la CGT n'a parlé de son projet de nationalisation. Bien saisir la nécessité et les perspectives de l'occupation, voilà à l'heure présente les interrogations dont il faut se saisir, voilà ce qui s'est dégagé de l'AG de mardi. La venue au portier d'Usinor de sidérurgistes CFDT de Fos il y a quelques jours ; la réunion intersyndicale CFDT du groupe Usinor : ce sont des initiatives qui vont dans ce sens.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Jacques Borel  
démissionné

## «LE PROFIT EST UNE VERTU, LA PERTE UN VICE ON DOIT COUPER LES BRANCHES MORTES»

Jacques Borel, patron d'un des premiers groupes français de l'hôtellerie et de la restauration, vient de démissionner «pour raisons personnelles». Ses «bras droits», Benjamin Cohen, Georges Garcin et Bernard Westercamp, directeurs-gérants du groupe, qui collaborent avec Jacques Borel depuis 14 ans, sont chargés de «la continuité de la gestion».

Il semble certain que Borel a été démissionné par le conseil d'administration du groupe «Borel International» en raison des mauvais résultats financiers obtenus en 1976.

Une Assemblée Générale extraordinaire est convoquée pour le 30 juin 1977. Le renouvellement des mandats d'un certain nombre d'administrateurs devrait avoir lieu à cette occasion. Actuellement siègent au Conseil : la Caisse des Dépôts, le Crédit du Nord, Paribas, Omnium de l'Union Européenne, Union des Assurances de Paris et Grace and Co un groupe américain qui avait pris une assez forte participation dans la société Borel.

Ces groupes bancaires ont fait confiance à Borel aussi longtemps que la société rapportait de gros dividendes et était une des actions vedettes.

Mais les résultats de 1976 ont constitué une «mauvaise surprise» : alors que Borel avait prévu avec optimisme un bénéfice consolidé de 26 millions de francs, il y a eu une perte de 38 millions.

La sirène d'alarme avait

retenti pour Borel en avril 1976 : les actions du groupe connurent ce mois-là une chute impressionnante en Bourse. Sur son intervention personnelle, la remontée du cours était tout aussi impressionnante, mais pour peu de temps.

Comment expliquer ce renversement des résultats d'un groupe qui en quelques années avait atteint la dimension internationale. C'est la restauration qui a fait la fortune de Borel : exploitant ses employés, peu soucieux de la qualité des produits alimentaires qu'il servait, Borel dans ses Wimpy's et restaurants (autoroutes ou cantines d'usines) fait des bénéfices bien supérieurs à ceux de la restauration classique.

Mais la branche hôtelière du groupe a toujours été déficitaire. Le rachat du groupe hôtelier Sofitel n'a fait qu'aggraver la tendance.

Dans ces conditions, on peut supposer que l'éviction

Jacques Borel



de Borel sera suivie par une réorganisation du groupe en vue de redresser les résultats.

### UN PATRON DE COMBAT

«Je ne veux pas qu'on m'aime, je veux qu'on m'obéisse» déclarait Borel dans le livre d'Harris et Sédouy «Les Patrons». Cette «philosophie», Borel l'a toujours mise en pratique contre les travailleurs de ses entreprises. Imposant des salaires très bas, de dures conditions de travail, Borel s'est opposé par tous les moyens à l'implantation de sections syndicales. Et à chaque fois qu'une section s'est montée malgré tout, Borel n'a pas hésité à licencier les syndiqués et délégués pour s'en débarrasser au plus vite. Ainsi au Wimpy-Champs Elysées, Pascal Thierry, délégué CGT, a été licencié parce que son certificat de maladie n'est pas arrivé à temps, suite à une erreur des PTT. Au Wimpy-Champs Elysées fréquenté par le beau monde, le personnel est payé sur la base de 1 650 F par mois pour 42 h 30 - par semaine.

Après le 7 octobre 76, les employés des restaurants d'entreprise d'une filiale de Borel (SORETEF) à Besançon se mirent en grève pour des augmentations de salaire et le 13<sup>e</sup> mois et les moyens de faire une cuisine correcte. Peu après, la direction répondait en licenciant sept militants CFDT dont trois délégués, et en lançant une dizaine de nervis contre les employés qui occupaient le restaurant de Kelton.

### LE DEGRÉ ZÉRO DE LA QUALITÉ

Jacques Borel a été un des premiers à adopter les

méthodes américaines en matière de restauration : en uniformisant les produits servis (limités des Etats-Unis), la restauration devient industrielle, les coûts de production sont abaissés (mais pas les prix de vente en général).

Rapidement ces nouvelles méthodes ont fait leurs preuves : Borel est devenu synonyme de mauvaise qualité quand ce n'est pas d'intoxication. Dans les cantines, les produits congelés ou surgelés sont utilisés en dépit de toutes les règles d'hygiène, peu de produits frais, une viande de troisième choix. Quand Borel prend un contrat, il commence par faire des repas de bonne qualité puis une fois le contrat en mains, la qualité et la quantité baissent. A la SNECMA-Corbail, les parts de bœuf bourguignon sont passées de 180 g (quand le CE gérait le restaurant) à 120 g avec Borel.

Les restoroutes ne sont guère plus brillantes, beaucoup d'automobilistes l'ont constaté à leurs dépens.

Rappelons pour terminer l'intoxication dont avaient été victimes plusieurs centaines d'élèves de Créteil en janvier 1975 après un repas pris dans les cantines d'une dizaine d'établissements scolaires. C'est la Société Générale de Restauration qui avait la responsabilité des repas. Cette société est une filiale de Borel...

Cette image de marque douteuse a certainement pesé dans la décision du conseil d'administration de «remercier» Jacques Borel.

Conférence  
sur le nucléaire  
à Salzbourg

## LES USA VEULENT MAINTENIR LEUR MONOPOLE

Du 2 mai au 12 mai se tient à Salzbourg (Autriche) une conférence sous l'égide de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui regroupe tous les pays producteurs de technologie nucléaire. Cette conférence est dominée par la récente prise de position US contre le retraitement des déchets et l'utilisation du plutonium. Cette position se heurte à l'opposition au moins verbale de la France et de la RFA et à la politique suivie par l'URSS, favorable aux surrégénérateurs.

Jusqu'alors, les USA disposaient d'un véritable monopole nucléaire sur le monde occidental. A ce monopole des filières, puisques les pays occidentaux, France et Angleterre qui avaient développé des filières originales les ont abandonnées au profit des filières construites sous brevet US s'en ajoute un autre qui en est la conséquence : le monopole du combustible.

### LE MONOPOLE DE L'URANIUM ENRICHÉ

Les centrales à eau légère ne peuvent fonctionner qu'à l'uranium enrichi, c'est-à-dire de l'uranium où la teneur en uranium 235 a été enrichie. Or la technique complexe d'enrichissement de l'uranium n'est maîtrisée sur une grande échelle que par les USA et l'URSS. En conséquence les pays occidentaux dépendent des USA pour l'approvisionnement en uranium enrichi. Pour atténuer les effets de cette dépendance, la France a conclu des contrats d'approvisionnement avec l'URSS, mais c'est déplacer la dépendance et non la supprimer. Les pays européens ont entrepris la construction d'usines d'enrichissement en France (Eurodif en Angleterre (Urenco) pour subvenir à leurs besoins. Mais ils ne seront pas auto-suffisants avant longtemps, compte tenu de l'importance de leur programme électronucléaire qui entraîne des besoins sans cesse accrus en uranium enrichi.

### LA FRANCE CONTESTE LE MONOPOLE US

L'Afrique du Sud, de son côté a mis au point avec l'aide de spécialistes allemands son propre procédé d'enrichissement, elle vient de faire appel aux pays occidentaux pour qu'ils participent avec elle à la construction d'une usine d'enrichissement. Mais sur deux plans, les pays européens commencent à échapper au monopole US : le retraitement et les surrégénérateurs. Le retraitement intervient après l'utilisation de l'uranium par les centrales, lorsque la teneur en matière fissile est devenue insuffisante. Il sépare les différents déchets pour récupérer l'uranium réutilisable, le plutonium utilisable dans les surrégénérateurs et les différents déchets qui doivent être stockés. Sur ce plan, la France a une très nette avan-

ce sur les USA avec son usine de La Hague, plusieurs pays occidentaux envoient leurs déchets à La Hague pour retraitement. D'autre part, dans la technologie des surrégénérateurs, la France a quelques années d'avance sur les USA. Les surrégénérateurs utilisent le plutonium comme combustible et en même temps transforment en plutonium l'uranium 238, produisant plus de plutonium qu'ils n'en consomment. Cette technique permet de surmonter la dépendance en uranium enrichi et d'échapper au monopole US.

### L'ENJEU DE STRASBOURG

En prenant position contre le retraitement des déchets, contre l'utilisation du plutonium et contre l'exportation de la technologie nucléaire, les USA tentent de maintenir leur monopole et d'empêcher les pays européens de les concurrencer sur le marché dans le domaine du retraitement et des surrégénérateurs. D'autre part, ils veulent empêcher que certains pays comme le Pakistan qui a passé commande d'une usine de retraitement à la France et le Brésil qui achète des centrales à la RFA ne disposent pas de combustible, uranium enrichi ou plutonium pouvant servir à la construction d'une bombe atomique. A Salzbourg, ils tenteront donc d'imposer une réglementation très serrée à l'exportation du matériel et du combustible nucléaire, et ils essaient d'interdire aux pays européens et en particulier à la France de poursuivre dans la voie du retraitement et des surrégénérateurs. Ils disposent pour cela de moyens de pression efficaces grâce à la dépendance des pays européens en uranium naturel, d'autre part, grâce à leurs importantes réserves de charbon facilement exploitables, ils disposent d'une ressource énergétique bon marché leur permettant de modérer leur programme électro-nucléaire. Dans vingt ans, lorsque leurs ressources en uranium naturel commenceront à manquer, ils pourront retraiter leurs déchets accumulés et se lancer dans un programme de surrégénérateurs. Pendant ce laps de temps, ils auront refait leur retard technologique sur les pays européens qu'ils auront maintenu dans leur dépendance. Tel est du moins ce que tenteront d'imposer les représentants US à Salzbourg.

S. LIVET

### POLLUTION DU CANAL DE L'OURCQ

Sur le canal de l'Ourcq, une nappe de fuel de plusieurs kilomètres de long et d'environ 10 mètres de large descend lentement vers la Marne.

Près de 90 000 litres de fuel se sont échappés d'une cuve appartenant à une entreprise désaffectée de la région de Lizy sur Ourcq. Des inconnus auraient tenté de voler du fuel dans cette cuve et n'auraient pas réussi à refermer la vanne.

### UN FLIC EN PRISON : IL AVAIT TIRÉ SUR UN JEUNE

Une fois n'est pas coutume, un policier a été inculpé de coups et blessures volontaires avec arme à feu sur un jeune Patrick, 15 ans, et écroué à Fleury-Mérogis. Vendredi dernier, vers 20 h à Athis-Mons des jeunes se dispersent à l'arrivée d'un car de police. Le policier Du Bresson découvre Patrick dans un sous-sol de HLM. Selon Patrick, au moment où il s'avancait les mains en l'air, le policier a tiré, lui transperçant la main gauche d'une balle. Les policiers ont ensuite voulu faire dire à Patrick qu'il était lui-même armé.

### FUSILLADE A ARCUEIL

Hier, en début d'après-midi, une fusillade a éclaté au carrefour des Quatre-Chemins à Arcueil (Val de Marne). Cinq gangsters attaquaient les convoyeurs de deux fourgons transporteurs de fonds quand un car de police est arrivé.

Après un échange de coups de feu, les gangsters se sont enfuis. Un policier a été grièvement blessé.

## INTERNATIONAL

Après l'opération de Zouerate

## CAMPAGNE DE CA LOMNIE CONTRE LE POLISARIO

Après l'attaque et l'occupation, par les combattants du Front Polisario, du centre minier mauritanien de Zouerate, la mort de deux coopérants français et la disparition de six autres, le gouvernement français a commencé le rapatriement de plusieurs centaines de ressortissants. Mais les différents régimes agresseurs se contredisent : tandis que Nouakchott prétend que les auteurs de l'attaque et de l'enlèvement se seraient repliés sur une ville algérienne de Tindouf, des informations en provenance de Rabat affirment que les 400 combattants du Polisario seraient encerclés dans l'extrême Nord mauritanien par 1 500 soldats avec lesquels les combats se poursuivraient depuis mardi. Ignorant délibérément la lutte de libération qui se mène en territoire mauritanien, le gouvernement de Giscard accuse l'Algérie d'être à l'origine de cette opération.

«La Mauritanie en danger», titre «Le Monde». «Mauritanie : les ravisseurs des six Français seraient encerclés», clame «Le Matin de Paris». Après avoir fait le silence total sur la lutte de libération que mène le peuple sahraoui depuis des années, la presse bourgeoise française découvre brusquement que l'on se bat en Mauritanie, mais c'est pour apporter de l'eau au moulin du régime annexionniste de Nouakchott, pour qui «Le Front Polisario n'existe pas», et la Mauritanie serait agressive par des «mercenaires venus de l'étranger».

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ACCUSE L'ALGÉRIE

C'est encore cette thèse que s'efforce d'accréditer Guiringaud, ministre français des Affaires Étrangères, qui déclarait que «la France n'a rien à voir avec le conflit qui oppose le Polisario à la Mauritanie» et que «Zouerate n'est pas une zone de guerre. Elle est à l'intérieur du territoire mauritanien. Il s'agit donc d'une agression menée par des forces venues de l'extérieur et nous savons très bien d'où elles viennent. D'un pays voisin où se trouvent les bases du Polisario».

Guiringaud met ainsi directement en cause l'Algérie. L'Algérie, dont le sou-

tour de la ville, une muraille de 60 km de long a été d'ailleurs dressée à cet effet.

## LE PEUPLE MAURITANIEN LUTTE CONTRE L'OCCUPATION

Et ce n'est pas seulement contre la menace que représente la lutte du peuple sahraoui pour l'impérialisme français que Giscard tente de faire croire à une agression de «puissance étrangère». C'est contre le peuple mauritanien lui-même, qui en a assez de se faire tuer dans les mines exploitées par la France. C'est contre la menace d'une Mauritanie indépendante de l'impérialisme français, car à l'intérieur même de son territoire, le peuple mauritanien proteste contre l'occupation de son pays par les troupes marocaines, alliées au régime de Nouakchott dans son agression contre le Sahara, alliance soutenue fortement par Giscard.

Récemment, un communiqué émanant du Front Polisario notait : «La lutte commune menée par le peuple frère de Mauritanie et le peuple sahraoui contre l'occupant monarchiste, l'asservissement et le régime réactionnaire de Nouakchott s'est consolidée dernièrement à la suite des fructueuses opérations armées de nos combattants et des actions des masses mauritaniennes qui se sont soulevées contre l'occupation de leur territoire par les troupes monarchistes et pour mettre à bas le régime corrompu et le népotisme des dirigeants de Nouakchott».

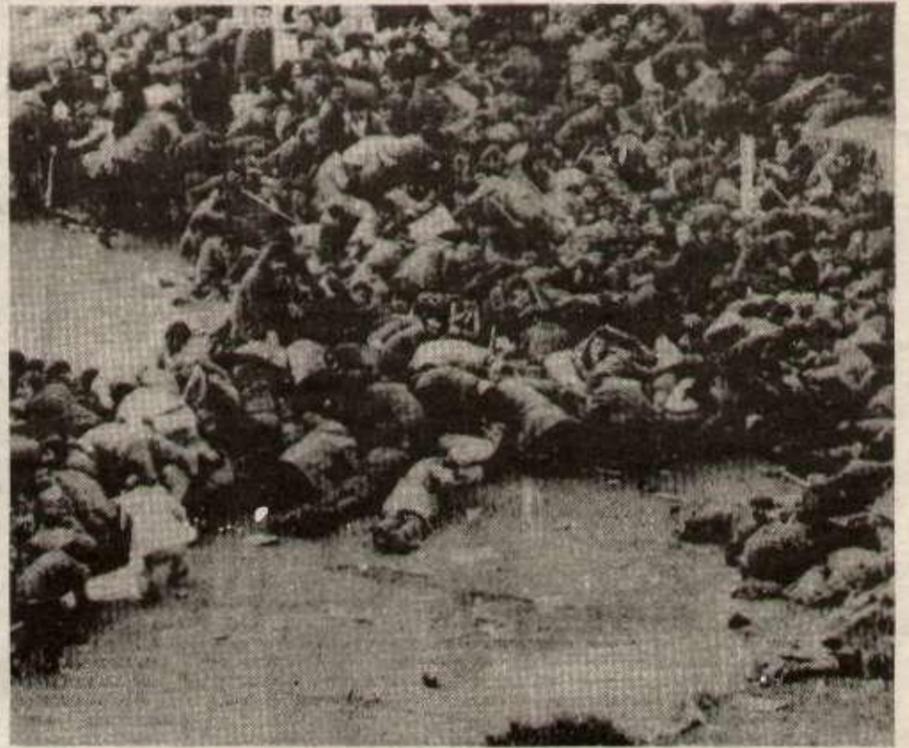
Partout en Mauritanie où nos combattants sont accueillis avec joie par les populations des villes et villages, le peuple mauritanien manifeste son soutien à la lutte de notre peuple en déclenchant des grèves dans plusieurs villes. C'est le cas notamment à Nouadhibou, à Nouakchott, Nema, Tichitt, Chinguetti, où les masses populaires ont manifesté et défilé au moment même où à Dakhla, Aousserd et Tichit des manifestations analogues avaient lieu contre l'occupant».

Ailleurs, des manifestations ont été déclenchées pour appuyer la grève des dockers, qui ont refusé de décharger des armes et des matériels de guerre marocains, pendant que les ouvriers des services d'eau et d'électricité de la capitale mauritanienne se joignaient au mouvement en interrompant la fourniture aux palais et villas occupés par les exploités inféodés à la monarchie alouite.

Voilà la réalité que veut cacher Giscard, celle d'un peuple en lutte contre un régime inféodé à l'impérialisme.

Turquie : après le massacre du 1<sup>er</sup> mai

## Le gouvernement veut interdire les syndicats et rétablir les tribunaux d'exception



La tuerie du 1<sup>er</sup> mai, qui a fait, à Istanbul, 34 morts et 200 blessés parmi les manifestants qui s'étaient rassemblés à l'appel du DISK, (Confédération des Syndicats Progressistes) sert de prétexte au gouvernement turc pour renforcer son arsenal répressif : le secrétaire du parti d'extrême-droite auquel appartient le premier ministre, a demandé l'interdiction du DISK, ainsi que celle du parti Républi-

cain du Peuple, dirigé par l'ancien premier ministre Ecevit, qui est actuellement le parti le plus représenté à la chambre.

Depuis la fusillade du 1<sup>er</sup> mai, où des tireurs postés sur les toits ont mitraillé la foule regroupée sur la place, 400 arrestations ont déjà été faites parmi les opposants révolutionnaires d'Istanbul, les cours sont suspendus pour plusieurs jours dans les

facultés de la capitale, et Demirel, le premier ministre, demande le rétablissement des Cours de Sécurité de l'Etat.

Le gouvernement fasciste turc accuse les «extrémistes de gauche» d'être à l'origine du massacre. Mais il apparaît de plus en plus clairement aux yeux de tous qu'il s'agit d'une provocation fomentée par les milieux dominants.

## Thaïlande

## Six provinces «zone interdite»

Le gouvernement fasciste pro-américain a déclaré «zone interdite» six provinces septentrionales de la Thaïlande ; cette mesure a été prise en prévision d'une offensive que les autorités de Bangkok veulent lancer contre les bases de la guerre populaire : après le coup d'état du 3 octobre, beaucoup d'opposants démocratiques sont passés à la clandestinité et ont rejoint les maquis ; ils reçoivent un soutien actif de la population. Ce sont ces bases que les militaires au pouvoir veulent détruire. Les villageois vivant dans ces provinces ont reçu l'ordre d'évacuer les lieux.

## Namibie

## Hâter l'accession à l'indépendance

L'organisation populaire du Sud-Ouest africain, la SWAPO a demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU pour étudier les moyens de hâter l'accession à l'indépendance de la Namibie occupée actuellement par les racistes d'Afrique du Sud.

La SWAPO a défini les conditions nécessaires à son éventuelle participation à des élections en Namibie. Elle demande, tout d'abord, le retrait préalable des troupes sud-africaines du pays, elle exige que les élections ne se fassent pas sur une base ethnique, qu'elles soient contrôlées par l'ONU et que l'Afrique du Sud renonce à son projet de gouvernement intérimaire basé sur la division ethnique.

## ESPAGNE

A Madrid, dans le quartier de Malasana, la police est intervenue très brutalement contre une fête populaire qui se déroulait en commémoration du 2 mai (jour de résistance à l'invasion française-napoléonienne).

Mais cette fête traditionnelle s'est vite transformée cette année en débat politique sur les problèmes des quartiers. Les gens ont riposté à l'intervention de la police et il y a eu des barricades jusqu'à 2 h du matin. 42 personnes ont été arrêtées.

## LUTTE POUR LA LÉGALISATION DE TOUS LES PARTIS

• Une centaine de personnes se sont enfermées dans une église du quartier populaire de Vallecas pour obtenir la légalisation de tous les partis...

• Des Assemblées d'usines se sont déroulées sur le même thème dans la Construction et la Métallurgie.

## R.F.A. : 2 nouvelles arrestations

La police ouest-allemande, qui, depuis la mort du procureur Buback, poursuit sa chasse à l'homme avec des méthodes telles qu'appel à la délation, promesses de récompense, etc., a arrêté mardi deux «terroristes» : Gunter Sonnenberg et Verena Beckers. C'est une dénonciation qui a permis à la police d'interpeller les deux jeunes gens dans un café. Un échange de fusillade et une poursuite ont amené des blessures graves pour un policier et pour les deux poursuivis. Membre du Mouvement du 2 Juin, Verena Beckers, qui avait déjà été condamnée à six ans de prison et en était sortie il y a deux ans, a été incarcérée à Stammheim sans autre forme de procès.

# LE ZAIRE AU CŒUR DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

## intervention soviétique et politique américaine

CARRAT

Au Zaïre, l'Union Soviétique n'a quasiment pas d'intérêts préexistants. Les relations étaient ténues : ouverture de relations diplomatiques, quelques échanges de délégations parlementaires, économiques et autres, quatorze boursiers par an, qui se rendaient à l'université Lumumba et c'est à peu près tout, jusqu'en 1974, où un voyage de Mobutu à Moscou est prévu. Il n'aura jamais lieu. Diverses affaires d'expulsion de diplomates en poste au Zaïre et accusés d'espionnage jalonnent cette période.

Si elle ne dispose pas des puissants leviers dont disposent les impérialismes occidentaux pour intervenir dans le pays et exercer son influence, l'URSS trouve en Angola, avec les ex-gendarmes katangais, une force militaire toute prête, qu'elle s'empresse de laver de son passé, pour la présenter comme un mouvement de libération. L'intervention au Shaba qui sera organisée à partir de là, indique clairement les ambitions de l'URSS en Afrique et les rivalités aiguës qui opposent les impérialismes américain, français et soviétique et le rapport de forces qui existe entre eux.



Les troupes cubaines à l'œuvre en Angola

### L'intervention soviétique

L'intervention au Shaba se déroule à partir du territoire angolais où les Soviétiques s'appuient, depuis novembre 1975, sur un corps expéditionnaire cubain de 10 000 hommes, entièrement équipé par elle. Tandis qu'elle assure son influence sur un mouvement de libération pour pénétrer en Angola, elle a tenté de créer un pseudo «mouvement de libération» pour pénétrer au Zaïre, en profitant des difficultés internes du régime de Mobutu.

Ainsi, l'Union Soviétique affirme sa volonté de mettre pied solidement en Afrique, de se tailler une zone d'influence, en dominant des pays entiers, comme c'est le cas actuellement, de l'Angola, qui dépend à la fois du corps expéditionnaire cubain — dont Castro a annoncé, à l'occasion de son voyage, qu'il resterait sur place — et des conseillers soviétiques de toutes sortes qui ont pris leur poste dans les différentes administrations.

### UNE POLITIQUE D'ENSEMBLE

Les actions armées en Angola et au Shaba sont le marque d'une politique d'ensemble en direction de l'Afrique. «*Dans les pays en voie de développement... nous sommes du côté des forces de progrès*», affirmait Brejnev au XXV<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Dans la pratique, les Soviétiques tentent, par le biais des aides diverses, de s'assujettir les mouvements de libération en lutte contre l'impérialisme, comme ce fut le cas du MPLA.

Par ailleurs, les Soviétiques tentent de multiplier les liens avec les différents pays africains. Les ventes d'armes massives à la Libye actuellement, les premières livraisons d'armes à l'Éthiopie, les propositions faites

aux pays de première ligne dans la lutte contre les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud, de les «aider et de les soutenir», propositions agrémentées de la signature d'un traité «d'amitié et de coopération» (moyen habituel utilisé par l'URSS pour faire accepter son intervention) avec le Mozambique, sont autant de signes tangibles de la politique de l'URSS qui se déploie à l'échelle du continent. Et, au sein de ce continent, elle tente de délimiter un camp des pays «progressistes» en direction desquels elle multiplie les avances, et qu'elle veut opposer aux pays considérés comme «réactionnaires» parce qu'ils se montrent rétifs aux avances soviétiques.

### Les USA et l'Afrique

#### LES SILENCES DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

L'intervention des gendarmes katangais au Shaba n'a pas entraîné de réaction américaine. Les USA ont déclaré, dans la même période, que les chars commandés par le Zaïre ne seraient pas livrés, et que l'aide future tiendrait compte de la situation des droits de l'homme dans le régime de Mobutu ! Les États Unis avaient bien sûr des hommes pour remplacer Mobutu qu'ils ont essayé de renverser une fois déjà. Mais aussi, ils cherchent à éviter actuellement l'affrontement militaire.

Face à l'offensive d'ensemble de l'Union Soviétique, les États Unis développent une politique d'ensemble qui repose sur deux points d'appui : au Nord sur la défense de l'État d'Israël, au Sud sur le maintien du pouvoir des colons d'Afrique du Sud. Depuis 1973, les États Unis ont conquis des positions au sein des pays arabes qui leur permettent de s'appuyer sur certains d'entre eux face à l'URSS. D'autre part, l'unité

arabe constituée autour de l'Arabie Séoudite et de l'Égypte, et englobant le Soudan, attirant aujourd'hui la Somalie, réduit d'autant l'influence soviétique.

En Afrique Australe, la politique américaine a été profondément remodelée. À la veille de l'intervention au Shaba, les responsables pour l'Afrique du ministère des Affaires Étrangères US présentaient un rapport qui disait notamment que *«ni les États Unis, ni aucune autre puissance ne devraient essayer d'imposer leurs idées et leurs solutions»*. Les États Unis doivent «participer aux changements pour mieux les canaliser» affirmait de son côté Young, délégué US à l'ONU. C'est ce qui préside au boycott organisé par la plupart des entreprises US à l'égard de l'Afrique du Sud, pour qu'elle adoucisse le régime d'apartheid ; c'est celui qui préside aux recherches de solutions pour les colons rhodésiens, sans que leur départ ne mette en danger l'Afrique du Sud.

### TOUS LES MOYENS AUTRES QUE MILITAIRES

«*Notre politique à l'égard de l'Afrique est essentiellement une politique de développement*», affirmait également Young. *«Les Américains devraient surmonter leurs réflexes et leur attitude de guerre froide et cesser de devenir paranoïaques à cause de la présence de quelques milliers de communistes en Afrique»*. Ainsi, toute une partie de l'administration américaine veut utiliser contre les interventions soviétiques brutales, les divers leviers dont disposent les USA : leur puissance industrielle, leur avance technologique, leur présence importante sur les marchés et dans les entreprises africaines. Eventuellement aussi, les pétro-dollars que les pays arabes prêtent aux pays africains, combinés à la puissance industrielle de l'Afrique du Sud, qui en fait une base de l'économie en Afrique Australe et dont dépendent tous les pays, donnent une ampleur encore plus grande à leurs moyens. Sur ce terrain, l'URSS n'est pas en mesure de les concurrencer, n'ayant ni l'assise locale suffisante, ni les moyens industriels et financiers pour y parvenir.

Pour autant, ces moyens divers et puissants n'ont pas permis aux États Unis

de contrer directement l'intervention soviétique lorsqu'elle s'est produite. «*Il ne serait pas possible au peuple américain de soutenir un corps expéditionnaire à participation américaine dans la région du Shaba*», a affirmé Carter. «*Nous n'avons pas l'intention de nous mêler militairement, des affaires des autres pays*», a-t-il ajouté, la politique américaine doit faire en sorte «*de limiter les domaines dans lesquels un conflit éventuel pourrait se produire*», affirmait de son côté le département d'État. Depuis la guerre du Vietnam, les États Unis sont limités dans leurs possibilités d'intervention militaire, tant à cause du peuple américain, que de l'ampleur de la riposte qu'ils sont assurés de rencontrer, et du discrédit qu'ils ont subi aux yeux des peuples du monde entier. Tandis que l'URSS peut envoyer 10 000 hommes sans que cela entraîne encore beaucoup de protestations, les États Unis ne peuvent plus faire de même. C'est cette réalité que les Soviétiques ont pu de nouveau tester lors de l'affaire du Shaba. Il reste qu'ils ont rencontré une autre intervention armée, qui bénéficiait d'une approbation américaine : l'intervention franco-marocaine.

### L'INTERVENTION FRANCO-MAROCAINE : UN SUCCÈS ÉPHÉMÈRE

Avant de s'inscrire dans une quelconque stratégie américaine, l'intervention avait un but bien précis : garantir les intérêts de l'impérialisme français dans sa zone d'influence propre. Et Giscard ne disposait de quasiment aucun moyen autre que l'intervention militaire. Non seulement parce qu'il dispose de moyens relativement faibles au niveau du Zaïre, mais aussi parce que ses moyens sont relativement faibles à l'échelle de l'Afrique : quand la politique africaine des deux superpuissances englobe tout le continent, la politique africaine de Giscard ne dépasse pas les frontières de son ancien empire colonial. Outre sa faiblesse propre eu égard à la puissance des deux autres, cela lui laisse une marge de manœuvre réduite face à leurs politiques respectives, et face à leur rivalité. Pour autant, l'intervention de l'impérialisme français n'allait pas à l'encontre des intérêts américains.

Si elle réussissait, elle venait pallier l'impossibilité actuelle des USA d'y recourir ; si elle échouait, les USA n'en étaient pas pour autant impliqués. Autant de raisons de laisser faire

Giscard, et même de l'encourager discrètement.

Sans l'effet des ambitions soviétiques, la situation de l'Afrique est en train de se bouleverser. C'est le premier continent à connaître les expéditions coloniales soviétiques, à voir entrer dans les faits tous les aspects du social-impérialisme soviétique. D'importants affrontements découleront de cette tentative impérialiste, qui se poursuivra jusqu'au point où les États Unis également devront envisager une intervention militaire pour défendre leur place qu'ils espèrent pour l'instant maintenir, malgré la présence du nouvel impérialisme, qui se développe. Face à cette intense rivalité, les «succès zairois» de Giscard ont peu de chances de connaître de fructueux lendemains, sa zone d'influence relativement réduite subissant toujours le poids de cette rivalité qui ne peut aller qu'en s'aiguissant, alors que son intervention rencontrera inéluctablement, comme toutes les autres interventions impérialistes en cours, l'hostilité grandissante des peuples africains, qui aspirent à une indépendance et une liberté totale sur leur continent.

# La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Vendredi 5 mai 1871



La Commune continue à traquer dans tous les domaines les causes d'inégalité et d'exploitation : un décret interdit le cumul des traitements, mesure qui s'attaquait à des abus notoires chez les hauts fonctionnaires.

Pour éviter que ne s'instaure comme pendant le Siège un marché noir sur les denrées (n'oublions pas que Thiers, entre autres manœuvres, tentait d'affamer Paris), un décret est voté pour le contrôle des marchés.



«La chapelle expiatoire». Elle préfigure par sa lourdeur architecturale un autre monument érigé par la bourgeoisie : le Sacré-Cœur, après la Commune, pour remercier la divinité d'avoir sauvé Paris des «barbares» rouges.

La Commune continue d'autre part à prévoir la réappropriation de la ville par ceux qui l'ont construite, en faisant table rase de monuments franchement réactionnaires, comme la chapelle dite expiatoire que les monarchistes avaient édifée pour «laver la souillure» de l'exécution de Louis XVI.

Comme pour la colonne Vendôme, comme pour la guillotine, un décret prévoit la destruction (le temps manquera pour appliquer cette mesure).



«La liberté sans rivages» préconisée par Vallès dans le domaine de la presse permet dans Paris la diffusion de journaux hostiles à la Commune ou, ce qui est peut-être pire, laissant croire à la volonté conciliatrice de Thiers et de ses acolytes.

La situation militaire s'aggravant, la Commune décide la suppression de 7 journaux bourgeois. N'est-ce pas dans l'un d'entre eux, Le drapeau tricolore, que Sarcey profère des propos de ce genre : «Il faut que Paris cède ou soit vaincu. Dût-on noyer cette insurrection dans le sang, dût-on l'ensevelir sous les ruines de la ville en feu, il n'y a pas de compromis possible».

Souhait qu'exaucera au delà de toute espérance la soldatesque versaillaise !

Livre conseillé : J. Vallès «Le cri du peuple» (ed EFR)

# VIE DU JOURNAL

## 10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

Au début de cette semaine, nous avons lancé un appel : 10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple, voilà ce qui est nécessaire pour qu'il réponde à la tâche qui lui est assignée. Sa transformation en organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste correspond à une exigence

qui s'est encore affirmée lors de cette journée du 1<sup>er</sup> mai : dans les entreprises, les quartiers, c'est avec une intensité accrue que se font sentir le besoin de débat politique, d'éclaircissement sur la crise actuelle, la recherche d'une claire alternative révolutionnaire.

Il faut pour cela élever la qualité de notre jour-

nal : le rendre mieux à même de recueillir les faits, les informations, les points de vue des travailleurs, d'aller enquêter de près sur la réalité vivante de la lutte de classes, d'étudier avec précisions les questions posées dans les entreprises pour apporter des réponses plus argumentées, plus convaincantes, animer les bureaux de presse régionaux, aider les correspondants locaux.

Mettre en œuvre cela est indispensable pour que, jour après jour, le Quotidien du Peuple contribue à la constitution du prolétariat en force autonome vis-à-vis des partis bourgeois de la gauche, pour que dans la période qui s'annonce une force révolutionnaire puissante se construise dans le pays.

La transformation du Quotidien, beaucoup d'entre vous l'avez suggérée. C'est à nous tous de la prendre en mains. La souscription que nous lançons en est la condition et son annonce a

déjà rencontré un accueil chaleureux. Ainsi ce jeune ouvrier de Roanne, Jean Louis, lecteur régulier du Quotidien, lisant notre appel à la fête de Rebelles : «Voici 100 F pour qu'il devienne le journal dont nous avons besoin».

Cette aide-là, nous vous la demandons à tous, camarades, lecteurs, amis du Quotidien du Peuple. Que partout, dans les entreprises, les cités, les écoles, la collecte s'organise. Que chacun en parle à ses amis, ses parents, ses camarades de travail. Que ce soit l'occasion pour les lecteurs du journal de se réunir, de discuter ensemble de son contenu, des propositions pour l'améliorer, de faire de nouvelles propositions. Écrivez-nous pour nous dire comment se mène cette nouvelle bataille.

Pour faire du Quotidien du Peuple l'arme dont nous avons besoin, prenons en mains, sans attendre, la souscription des 10 millions.

## manifeste

# pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

### TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN



636.73.76.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE N° 15 EST PARU  
Passez vos commandes à  
BP 68 75019 PARIS 6 F



#### SOMMAIRE

Editorial.....	p. 3
Mouvement de rectification : Quelques éléments de bilan.....	p. 5
Manifestation et Rassemblement Communiste : Plein succès de la journée du 3 avril.....	p. 11
La Commune : Le prolétariat au pouvoir.....	p. 14
Renault-Billancourt : A l'heure de la défense des nationalisations.....	p. 20
Avant le Congrès du PS : Le rôle du CERES.....	p. 24
Histoire du mouvement ouvrier : Aux origines du 1 <sup>er</sup> Mai.....	p. 27
Les «Ballets de Changhaï» : Un exemple d'art révolutionnaire.....	p. 30
Les multinationales : Impérialisme et firmes multinationales.....	p. 31
D'Helsinki à Belgrade : Deux ans de rivalité accrue.....	p. 35
Inde : Un tournant historique.....	p. 41

## Elise

OU  
la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël2<sup>e</sup> épisode

Une année avant la guerre, nous étions venus habiter chez elle puisqu'elle allait nous élever. En 40, nous traversions le Pont de Pierre quand les premiers camions allemands arrivèrent. « Les Boches », dis-je à Lucien. Il prit le mot, le répéta partout. Il fallut lui apprendre à l'oublier. C'était le temps du collège. Nous nous disputions le soir, je le giflais, il déchirait mes papiers. Nous tracions à la craie des V sur nos chaussures; nous étions mal nourris, la grand-mère avait refusé que nous fussions placés à la campagne, elle ne voulait pas nous séparer d'elle.

Aussi nous ne manquâmes pas un seul bombardement, pas une seule chaîne devant les épiceries. Chaque matin, Lucien et moi partions ensemble et, par prudence, je ne le quittais qu'à la porte de son école. Je continuai, après la guerre, à vouloir le conduire. Il me supportait à peine et je m'accrochais à lui. Comme il marchait vite, je pressais le pas. Nous traversions la place de la Victoire et ses bouquets de fleuristes. Dans chaque étalage trônaient les généraux vainqueurs. Lucien s'arrêtait, les regardait. Je m'arrêtais aussi. Il guettait cet instant, s'élançait, courait pour me perdre. Je le trouvais cynique, rusé. Je décidai que mon exemple serait pour lui la meilleure des morales.

J'étais doucement tombée dans une dévotion scrupuleuse, sévère, de laquelle je tirais tous mes bonheurs. La grand-mère n'y était pas pour grand-chose, elle nous avait enseigné nos prières, les mots péché et sacrifice, mais sa foi, comme sa philosophie, se résumait dans cette phrase qu'elle aimait à répéter : « Le Bon Dieu a une grande louche et il sert tout le monde. » Émotions et plaisirs m'étaient venus dans ces jardins du patronage, verts comme une oasis, où, chaque jeudi et dimanche, à l'ombre des religieuses calmes, s'était formé mon goût des fleurs, des napperons brodés, des teints pâles et de l'âme propre.

La grand-mère faisait encore quelques ménages dans les bureaux du port. Son principal souci restait le ravitaillement, toujours difficile. Lucien, depuis qu'il avait sa chambre, s'enfermait chaque soir. Je regrettais de la lui avoir cédée. Dormir avec la grand-mère me devenait pénible. A seize ans, je quittai le collège et commençai à travailler. Des commerçants voisins m'avaient conseillée : louer une machine à écrire, apprendre seule puisque les cours étaient au-dessus de nos moyens, et taper des copies. Plus tard, disposant d'un peu d'argent, je pourrais faire mieux. Je n'avais ni vocation ni ambition. Je rêvais de me sacrifier pour Lucien. Personne ne me guidait et je me jugeais favorisée en comparaison des filles de mon quartier qui, à quinze ans, prenaient le chemin de l'usine.

Le matin, je m'occupais de notre ménage et des courses. A midi, quand Lucien rentrait, j'étais fière qu'il trouvât une table prête, une maison rangée, des visages tranquilles, autant d'images de ce que j'appelais la vie droite, et qui se graverait en lui, le marqueraient, lui créant l'habitude, puis le besoin de cet équilibre.

Demain, elle frappera doucement :

— C'est Anna.

J'ouvrirai, nous nous saluerons.

— Vous partez? Vous n'avez plus besoin de la chambre?

— Non, j'ai ramassé toutes mes affaires.

Viendra le plus difficile : remercier. Pressées l'une et l'autre de ne plus nous voir, nous éviterons les longues formules. Parlera-t-elle de Lucien?

(à suivre)

## BLOC NOTES

LA POLITIQUE A BEAUBOURG  
OU LA STRATEGIE BUITONI

«Hier, je me suis levé à 7 h, j'ai corrigé des copies jusqu'à 11 h, puis j'ai joué au tennis jusqu'à midi ; demain soir, je dirige la réunion des nouveaux adhérents du PS», c'est mon voisin qui fait ces confidences avec de ces accents... à sa compagne toute aussi snob et luxueusement habillée que lui.

L'essentiel des participants à cette soirée de lundi au centre Pompidou sont de ce style. Les jeunes loups du PS ou du MRG qui envisagent visiblement de faire carrière dans la politique comme d'autres dans la publicité étaient là.

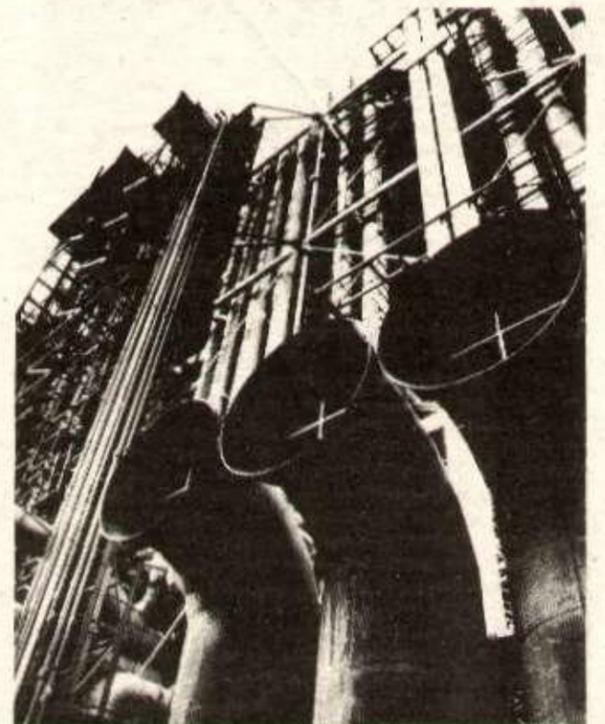
Le thème prévu : «L'image dans la vie politique française», en fait : «Les hommes politiques à la télévision».

A cette occasion a été projeté un montage réalisé à partir de documentaires, de reportages ou d'émissions de télé. Le propos des réalisateurs proches des théories de l'étoile montante du MRG, Schwartzberg, sur le «Star-système» est de mettre en évidence «le spectacle de la politique. Le film commence par les premières apparitions télévisées de Blum et se termine par les plus récents débats entre les «vedettes» (ce sont leurs propres termes). Il est bien mis en évidence le «dépeuplement» progressif du style, des hommes politiques au fil des années. Les mécanismes par lesquels les politiciens essaient de tromper le spectateur, et d'avoir l'air de ce qu'ils ne sont pas est bien mis en évidence ; certaines séquences par les gestes, les mimiques, les propos ou les attitudes de la «vedette» sont réellement drôles. Il faut revoir Chaban s'empêtrer dans ses explications pour convaincre le téléspec-

tateur qu'il a bien payé ses impôts et témoigner quelques années plus tard du malaise qui était le sien ce soir-là ; en substance, il a avoué avoir été tellement mal à l'aise à cette occasion que pendant les mois qui ont suivi il était littéralement paralysé à la vue d'une caméra...

Il faut revoir certains candidats aux présidentielles de 65 faire leur biographie en citant le nom du village où sont enterrés leurs grands-parents ; et d'autres séquences, notamment celles où de Gaulle s'adressant aux Françaises et aux Français déclare : «Je vous en supplie, aidez-moi» ou, parlant de l'Europe à construire dit, en accompagnant la parole du geste, «il ne sert à rien de dire l'Europe, l'Europe, en sautant comme un cabri sur sa chaise». Le débat qui suivit, fut pour l'essentiel sans intérêt et tout ce beau monde ergota pendant un long moment sur la sincérité des hommes politiques de droite à la télé.

Puis le représentant du PS, Collet, se met en tête de reprocher à Madelin, RI, la venue spéciale d'un certain Napolitano des États Unis pour enseigner à d'Ornano l'art d'une campagne électorale «made in USA». Alors le RI riposte en ne manquant pas d'ironiser sur cette fameuse affiche où l'on voit Mitterrand sur la plage, regardant l'avenir confiant, avec la légende : «Le socialisme, une idée qui fait son chemin». L'auteur de cette affiche est celui qui fait habituellement la publicité d'une grande surface, et un intervenant a assuré qu'il avait déclaré à une revue : «Carrefour ou Mitterrand, c'est la même chose». «C'est vrai», dit le représentant du PS, «sur ce point, nous avons été droi-



tiers, mais c'est mieux que de se planter à toutes les campagnes, puis il ajoute : «Je suis partisan de la stratégie Buitoni, ce qui compte, ce n'est pas la boîte, c'est ce qu'il y a à l'intérieur».

Pour Wirtz, représentant du PCF, tout à fait 22<sup>e</sup> Congrès, si le film est drôle, «c'est à cause des découpages et parce que les Français ont de l'humour». Inutile d'insister sur le vide des interventions des représentants de la droite. M. le Sénateur Dilligent affirmant que ces sinagres étaient «regrettables mais inévitables».

Au bout de 2h, la salle s'impatiente et exige la parole, ce sera l'occasion pour un cameraman de la télévision d'exprimer sa révolte contre la manipulation de

l'information : il raconte comment, récemment, lors d'un filmage d'une séance du Parlement, le réalisateur lui indiquait, par l'intermédiaire du casque, qu'il lui «interdisait de filmer les bancs vides ou ce député en train d'écrire son courrier ou tel autre s'extasiant sur les photos d'un numéro de «lui».

De toutes les interventions, celle-ci résumait bien comment la TV conçoit la politique, cacher la vérité aux travailleurs, masquer les lésions de cette société pourrissante.

Ivan Levi, journaliste à la radio «naturelle», essaya, vainement de justifier cette mascarade, cet «art-po» comme on dit chez ces gens-là.

François Marchadier

## Programme télé

JEUDI 5 MAI

## TF 1

18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Bonsor chef. Feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - La ligne de démarcation (5) Série  
21 h 20 - Les mémoires télévisés de Richard Nixon  
22 h 20 - L'apartheid  
23 h 50 - TF 1 actualités

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les formations politiques  
20 h 00 - Le journal  
20 h 35 - Un taxi dans... Londres  
21 h 50 - Romamor. Documentaire  
22 h 45 - Les nouvelles

## FR 3

18 - 45 - Enfants d'ailleurs  
19 h 05 - Terroir 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Aspects du cinéma italien : La ligne du fleuve. (Drame de guerre) d'Aldo Scarvada  
22 h 10 - Un journal, un événement

## A 2

18 h 45 - Flash information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

# ce temps qu'on nous vole

## GRENOBLE : A QUI PROFITE LA POLITIQUE MUNICIPALE DE LA GAUCHE ?

De notre bureau de presse de Grenoble

1968 : Dubedout, alors maire proche du PSU, dans la vague d'essor de la voiture des années 60, fait pénétrer deux autoroutes dans Grenoble, et une voie de contournement proche. Il sanctionne ce choix : faire de Grenoble une ville avant tout pour la voiture. On dit alors : «Grenoble a quinze ans d'avance ; il n'y aura pas de problème de circulation avant longtemps.»

1974 : Dubedout s'exhibe à bicyclette devant 5 000 manifestants à vélo, dans le cadre d'une grande campagne en faveur des deux roues, et des transports en commun. Que s'est-il passé entre ces deux dates, outre l'adhésion de Dubedout et de son équipe au Parti socialiste ?

Il faut détruire un mythe, Grenoble n'a pas grand chose d'exemplaire en matière de transports

collectifs. La bouffée d'air apportée par les aménagements de 1968 a permis aux municipalités d'envisager sans précipitation des transports en commun futuristes, en site propre, sur un rail en hauteur, donc n'empiétant pas sur la circulation automobile, comme Poma 2 000 (de l'usine Pomagalsky à Fontaine), ou le moteur linéaire de Merlin-Guérin. Mais déjà la circulation s'encombre, la traversée est-ouest par le centre est saturée, la contradiction stationnement-circulation devient insoluble, les bus déjà rares ont de plus en plus de mal à circuler dans le centre, les riverains des grands boulevards se plaignent des nuisances, bref, Grenoble a perdu ses 15 ans d'avance en 72-73. En 1974, c'est la crise, la bourgeoisie hésite à réaliser de gros investissements pour la voiture, qui risquent d'être remis en cause rapidement. L'avenir

du pétrole est incertain, les revendications écologiques commencent à prendre force, et avec le développement important du chômage, elle a besoin d'un système de transports assurant une bonne mobilité des travailleurs : en 1973, le gouvernement vote une loi permettant aux municipalités de plus de 100 000 habitants de prélever une taxe de 1% sur la masse salariale pour les dépenses d'investissement consacrées aux transports publics. C'est à ce moment-là que la municipalité «découvre» les bienfaits des transports en commun.

Cela n'a rien de progressiste, ceux-ci organisés d'une certaine manière sont devenus une nécessité du point de vue de la bourgeoisie ; des municipalités de droite ou d'extrême-droite, comme Nice, Rennes ou Toulouse, avaient déjà fait cette découverte !

On sait que les municipalités s'inspirent des expériences allemandes, de celle de Bologne en Italie et de Besançon, pour les transports publics. Pourtant, même par rapport à Besançon, Grenoble apparaît palot, et les mesures bien timides, puisqu'il n'y a que quelques rues qui ont été soustraites à la circulation automobile. Il y a d'abord les contradictions entre le PC et le PS, dans la Semitag : le PC se fait le plus ardent défenseur de l'automobile, et jusqu'à maintenant, dans la région, ce n'est qu'à Grenoble, municipalité PS, qu'ont été tracés des couloirs pour bus. On remarque d'ailleurs que souvent les municipalités de droite prennent des mesures plus énergiques contre la voiture que celles de «gauche» qui sont sans doute plus préoccupées de gagner les couches de la petite bourgeoisie conservatrice (commerçants, professions libérales) que celles de droite qui les considèrent comme acquises. Pour le PCF, cette

politique est d'autant plus remarquable que c'est dans ses municipalités que se trouvent les principales zones de logement et d'emploi et donc que c'est là que devrait se porter l'effort en matière de bus (St Martin d'Hères, Echirolles, Pont de Chaix).

D'autre part, il est évident que développer les bus, surtout dans le centre, ne peut se faire qu'en réduisant considérablement la circulation automobile : or la Semitag s'est toujours gardée de telles affirmations et elle jure ses grands dieux de ne pas être opposée à l'automobile, la Semitag pratique une politique très caractéristique de grignotage sur l'automobile, petit à petit apparaissent des aménagements pour bus, des bandes etc...

«Démarche prudente, réaliste, éducative» nous dit-on.

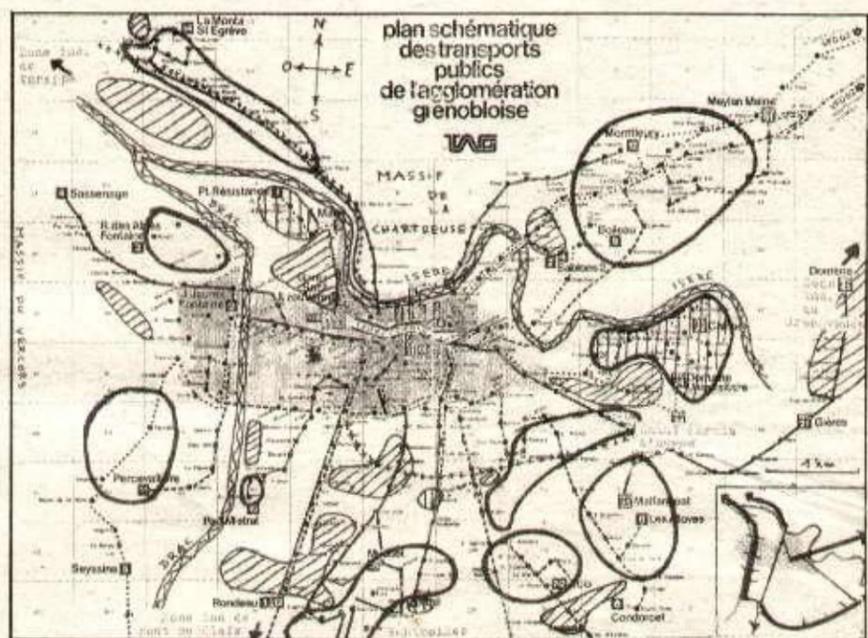
Plutôt tentative de ménager la chèvre et le chou. Qu'on en juge : cours Berriat, l'axe Grenoble-Fontaine,

la ligne la plus fréquentée (12 000 personnes par jour) a bien du mal à se frayer un passage entre les voitures. Pourtant, pas de couloirs, à cause des protestations véhémentes des commerçants face à la suppression de sept places de stationnement que ça provoquerait ! Les milliers de travailleurs concernés, obligés de passer par le centre-ville pour se rendre à leur travail, notamment parce qu'il n'y a pas de transports en commun transversaux d'une banlieue à une autre ne sont pas bien lourds face à quelques dizaines de commerçants ! A ce rythme, la Semitag n'est pas près d'appliquer le schéma des «quarts de brie» de Besançon et de nombreuses villes étrangères où la circulation des autos est rejetée sur une rocade, facilitant le passage des bus dans le centre, et donnant une large place aux piétons. Un système qui n'a rien de révolutionnaire puisque, s'il évite l'asphyxie des centres, c'est en garantissant les privilèges des bourgeois résidents, débarrassés des nuisances et pouvant, eux, y accéder avec leur voiture !

### LES «AFFAIRES» AVANT LES TRAVAILLEURS !

En fin de compte, l'essentiel de la réorganisation des transports en commun s'est faite au profit du centre, le réseau reste en étoile, le seul raccordement direct de deux zones périphériques se fait par le centre ! Qui profite de ce choix ?

Le réseau ne répond pas aux besoins de déplacement des Grenoblois pour l'essentiel. Les TC actuels, utilisés à plus de 70% par des femmes permettant aux employés travaillant dans le centre d'aller plus facilement au travail. Pour les hommes qui travaillent dans le centre, quand ils ne prennent pas la voiture, ils prennent plus volontiers les deux-roues au risque d'un accident parce que rien n'est fait pour eux. Le réseau n'est même pas toujours adéquat pour des travailleurs habitant le centre et travaillant à la périphérie. Ce sont pour l'essentiel les commerçants du centre qui ont profité des réformes !



- Zone à forte proportion de logements
- Zone à forte proportion d'emplois industriels
- Zone à forte proportion d'emplois de bureau
- Piste cyclable

### La voiture, une conquête pour qui ?

Le tronc commun, plaque tournante du trafic public, place les travailleurs devant le choix, augmentation des dépenses par l'achat d'une voiture, ou bien allongement de la journée par de longs trajets en bus souvent surchargés. Et quand les municipalités PS-PC essaient de maintenir un subtil «équilibre dynamique» entre le bus et l'auto, ils ont tendance à considérer la circulation automobile comme un fait intangible. On sait que le PCF considère la voiture en ville comme «une conquête de la classe ouvrière». Alors que du point de vue des travailleurs, il faudrait plutôt réaliser des transports collectifs efficaces qui leur évitent justement la lourde charge financière (et la fatigue) de l'usage quotidien de la voiture, du moins pour le travail ! Répondre aux besoins des travailleurs impliquerait développer les deux roues et les transports en commun, tous deux dans des couloirs appropriés, et sur des lignes rompant avec le schéma en étoile. Pas besoin des lourds investissements du tramway ou du POMA, des trolleys articulés feraient bien l'affaire. Une solution complémentaire proposée entre autres par Boisgontier et Tauverneau serait de développer à large échelle l'usage collectif de la voiture, c'est-à-dire séparer l'usage de la voiture, en privé ou en groupe, de sa propriété qui serait sociale (État, commune, entreprise). Les formes restent à définir, par exemple le taxi collectif, très développé dans le Tiers Monde. Cela permettrait une meilleure utilisation du parc automobile, l'usage moyen de la voiture est de 9 000 kilomètres par an, soit 25 kilomètres par jour. Aujourd'hui, cela heurte de gros intérêts ; par exemple, les trusts de l'auto contrôlent toutes les officines de location de voitures et maintiennent les prix assez hauts pour éviter que ça devienne avantageux.

### LA SEMITAG

C'est la SEMITAG qui gère les transports en commun depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975, avec Maisonnat, député maire PCF, de Fontaine, pour président. Depuis se mène une politique active de réhabilitation des TC, avec deux volets : achat de nouveaux bus, création de nouvelles lignes ; d'autre part, dans le cadre d'une large «concertation démocratique, redéfinir un plan de circulation sur l'agglomération, avec la création du fameux «tronc commun». Le tout accompagné d'une grande campagne de publicité et d'information sur le thème : «C'est plus simple de prendre le bus».

Voyons les résultats : en ce qui concerne le premier volet, Grenoble a aujourd'hui 170 bus dont 38 trolleys (silencieux et non polluants), 142 km de lignes, la SEMITAG a doublé ses effectifs, la fréquence de nombreuses lignes a été augmentée. Avec deux records de France : le parc véhicule le plus neuf, le plus fort accroissement de fréquentation. Transports gratuits pour les personnes âgées (en dehors des heures de pointe), pour les chômeurs (8 trajets par semaine). Et pour tout le monde, 1 F le billet qui donne droit à une correspondance. Pour le second volet, les résultats sont là

aussi : création du tronc commun en plein centre de la ville où convergent toutes les lignes, sur des rues réservées aux bus et interdites aux voitures, piétonnisation d'une petite zone centrale, création de couloirs à contre-sens sur les grands axes. Tout ça a pour effet de faciliter considérablement la circulation des bus dans le centre.

Mais si les lignes convergent vers le centre, la population ouvrière de Grenoble est surtout concentrée en banlieue et doit souvent aller d'une banlieue à une autre pour effectuer le trajet logement-travail.